



Distribution électronique <http://www.revue-circe.uvsq.fr>

© *Circé. Histoire, Savoirs, Sociétés*

---

## Portrait de Christian Grataloup

(*Circé*, n° 14, printemps 2021)

### 1. Histoire mondiale, géographie historique et géohistoire

**Question n°1.** Vous êtes l'un des chercheurs en sciences sociales qui a replacé l'histoire du vieux continent européen dans le temps long et l'espace mondial en dépassant sa seule vision occidentale. De quoi faut-il au juste parler pour qualifier votre méthode : histoire du monde, géographie historique ou géohistoire systémique par exemple ? En quoi votre méthode et sensibilité de géographe a une incidence particulière dans l'utilisation de ces notions ? Plus largement, comment vous situez-vous dans le champ disciplinaire français ?

Je vais commencer par l'adjectif « disciplinaire » : je ne suis pas très disciplinaire. Sur le plan biographique - mais ce n'est peut-être pas le plus intéressant -, je pense qu'il existe un continent - c'est un mot un peu fétiche pour moi, en l'occurrence c'est une vieille référence althusserienne quand il prend un sens épistémologique. Cela nous ramène à l'âge pré-ordinateur. Je veux dire par là qu'il y a de très grands blocs de connaissances : l'étude de la matière - ce que l'on appelle la physique, incluant la chimie ; l'étude de la vie - non réductible à l'étude de la matière - on voit avec le virus qui nous travaille aujourd'hui que l'on a des choses intermédiaires entre la chimie organique et le début de la vie, le virus étant cette forme intermédiaire ; et puis d'autre part le social - le troisième continent - qui forme pour moi un ensemble solidaire que l'on ne peut penser et enseigner que globalement. Les traditions ont fait que l'on emploie un pluriel pour dire les « sciences sociales », alors qu'on ne dit pas « les physiques » ou « les biologies », mais ce pluriel est dommageable, me semble-t-il. On pourrait faire une histoire des sciences occidentales - ce n'est pas l'objet ici -, mais le fait est que les sciences sociales regroupent des choses très différentes : l'économie, la sociologie, le droit, l'histoire, la démographie, l'anthropologie, la géographie, etc. Il est bien évident que cet ensemble est constamment en interrelation, et que l'on passe notre temps à faire de l'histoire anthropologique, de la géographie sociale, etc. Il me semble qu'à un moment donné, aussi bien à l'école qu'à travers la vulgarisation ou dans les formations intellectuelles, on doit toujours se situer dans le social, dans l'étude du social. Pour cela, il faut éviter d'être trop disciplinaire dans son approche, c'est extrêmement limitatif. Chacun possède néanmoins des objets propres. Les historiens sont dans une situation particulière car ils ont le passé comme objet - je dis bien le passé et non le temps. Pour les autres, c'est moins vrai : ce sont des disciplines sub-présentes, même si leur présent peut remonter très loin : l'anthropologie, dans sa

dimension d'anthropologie biologique, remonte très loin. Les limites deviennent rapidement floues. Par contre, il me semble très important de dire qu'il existe des métiers : être un spécialiste des archives, un spécialiste des fouilles, un spécialiste de la cartographie, un spécialiste de l'enquête quantitative, qualitative, de la modélisation mathématique, c'est incontestablement maîtriser des techniques qui s'apprennent, qui ne s'improvisent pas. Ce ne sont pas à proprement parler des disciplines avec un objet, mais des métiers qui concourent à un grand champ du social qui est de ce fait pluridisciplinaire. Au fond, ce mot est devenu inutile : si les sciences sociales ne sont pas disciplinaires, elles ne peuvent pas être pluri- ou transdisciplinaires.

Voilà ma réponse générale. Je dirais même que je suis devenu géographe - après une licence d'histoire et une licence d'anthropologie - entre autres parce que cela me permettait, telle que la géographie existait il y a cinquante ans, d'être peu disciplinaire. Il y avait même des sciences naturelles dans la géographie ; du reste, cela n'a pas totalement disparu - les jardins sont un bon objet d'étude où l'on est à la limite du social et du botanique. Je crois qu'il faut essayer de conserver des marges de liberté importantes. À titre strictement individuel, les journalistes me posent souvent une question qui peut sembler naïve dans le champ universitaire : « Pourquoi êtes-vous devenu géographe et pas historien ? ». Je réponds souvent que la géographie m'a permis de faire l'histoire que je voulais à l'université. C'est évidemment une reconstruction biographique - je n'ai jamais pensé comme tel quand j'avais 25 ans, mais il est vrai que cela m'a donné une liberté vis-à-vis du découpage périodique. J'ai tendance à dire que je n'ai jamais vu des historiens à l'université, mais que j'y ai vu des médiévistes, des antiquisants - et encore, ces derniers étaient plutôt hellénistes ou plutôt romanistes. Ceci n'est pas lié aux spécialisations, qui existent partout et qui sont nécessaires dans la recherche, mais disons que l'histoire s'apparente à une économie-monde - pour employer une métaphore braudélienne - alors que la physique ou la biologie fonctionnent plutôt comme des empires-mondes. De ce point de vue, définir ce que je fais ne m'intéresse guère. Je ne suis pas le premier à employer le terme de géohistoire, mais c'est vrai que l'on a tendance à me l'attribuer et même à me demander pourquoi je l'ai inventé. À tout seigneur tout honneur : la première occurrence du mot se trouve dans une lettre de Fernand Braudel à Lucien Febvre en 1942. F. Braudel a surtout développé la notion dans la Méditerranée avant de l'abandonner par la suite, y compris dans les troisième et quatrième éditions de son livre.

La question me semble moins intéressante, mais on peut évidemment gloser. Il y a une géographie historique traditionnelle, qui s'est justement très peu développée en France - à la différence des Britanniques et des Allemands - parce que le couple histoire-géographie est un couple scolaire - avec de nombreux effets épistémologiques dans le supérieur, qui fonctionne sur un partage peu solide théoriquement mais très fonctionnel : passé pour les historiens, présent pour les géographes. C'est comme cela que cela fonctionne dans l'enseignement fondamentalement ; ensuite, ce que l'on fait à l'intérieur, cela peut être de l'économie, de la démographie ou de l'anthropologie, mais l'opposition fondamentale reste celle entre passé et présent. Il se trouve que la géographie historique a eu quelques grands noms en France, en particulier le géographe Roger Dion - le petit amphithéâtre en bas de cet institut porte son nom - l'homme de l'histoire des vignobles en particulier. C'est quelqu'un qui est un peu oublié mais qui était compagnon de L. Febvre et membre du jury de thèse de F. Braudel. Il y a aussi eu Xavier de Planhol. Mais c'était souvent une géographie très conservatrice, très traditionaliste, qui n'a pas donné lieu à une masse de publications ou à une renommée internationale, quelque soit la qualité de certains de ces géographes-historiens. Vous avez relevé l'expression « géohistoire systémique » - expression que j'avais employée dans un ouvrage très ancien, publié en 1996 mais issu d'une partie de ma thèse. Elle est liée à la période modélisatrice qui a existé dans l'ensemble des sciences sociales, en particulier en géographie, dans les années 1970-1980. Je suis tombé dans ce courant lors de mes études ; en faisant de la modélisation en géographie historique, j'ai été amené à faire quelque chose de très différent de la géographie existante, ce qui m'a conduit à faire un pas de côté par rapport aux pratiques traditionnelles.

J'ajoute une dernière précision, car je sais que vous allez me poser une question sur les échelles ultérieurement. Les géographes, en tout cas dans notre génération encore, ont la particularité d'avoir été formés à la géographie physique - j'étais géomorphologue à l'origine. C'étaient des gens qui travaillaient sur la temporalité. Les échelles de temps, encore plus que les échelles d'espace, étaient des éléments extrêmement importants, qu'il s'agisse de la temporalité des formes d'érosion de versants par rapport au creusement de la vallée, par rapport à la construction des massifs montagneux, etc, ou bien sûr la végétation et encore plus la faune, qui introduisent une temporalité supplémentaire. Je suis d'ailleurs en train de faire un atlas historique de la planète terre construit sur des temporalités.

**Question n°2.** En 2003, vous écriviez en conclusion d'un article intitulé « Les périodes de l'espace » paru dans la revue *Espaces Temps* : « *Les vieilles parties du monde ne sont pas plus les régions du Monde contemporain que les périodisations traditionnelles ne rendent compte d'une dynamique universelle* ». En prenant l'exemple de ce décloisonnement du Vieux continent, quel rapport faites-vous entre les découpages temporels et spatiaux ? En quoi les discontinuités et continuités temporelles sont-elles des discontinuités et continuités spatiales ?

Je n'ai peut-être pas entièrement répondu à l'idée de méthode au départ mais c'est vrai que s'il y a une notion qui pour moi est strictement incontournable, c'est de parler en terme de temps-espace ou espace-temps si vous voulez mais comme le terme est dérivé de la physique j'aime mieux dire temps-espace, cela fait tout de suite davantage réfléchir aux mots. Ce n'est pas un hasard évidemment si en 1975, avec quelques camarades qui venaient juste de passer l'agrégation, on a créé une revue pour laquelle j'ai proposé le nom d'espace-temps. Evidemment cela fait tout de suite penser à l'association géographie-histoire et derrière il y avait l'idée que c'était un seul mot ; et généralement on l'écrit mal, parce que nous l'écrivions espaces au pluriel, c'est un point sur lequel je ne suis pas sûr qu'on serait toujours d'accord aujourd'hui, mais sans discontinuité entre espaces et temps, sans espace graphique.

Dire que les régions sont des périodes et les périodes des régions est pour moi une idée clé. J'ai beaucoup employé en cours l'idée d'Antiquité, mais cela marche très bien avec le Moyen Âge donc si vous voulez on peut faire du Marc Bloch et dire « où est le Moyen Âge ? » ; ce n'est pas « quand est le Moyen Âge ? », qui est une question complexe certes mais on a malgré tout une petite idée, il y a même des bornes très officielles, la chute de Rome et la chute de Constantinople ou la « Découverte » de l'Amérique mais vous avez là quelque chose qui a tout à fait sens dans la presqu'île occidentale de l'Eurasie, certes quelque part entre les Mérovingiens et la Renaissance pour prendre des termes simples mais est-ce que cela a sens ailleurs ? C'est la question de M. Bloch qui s'intéresse entre autres au Japon d'ailleurs. Est-ce que cela a un sens en Chine ? Est-ce que cela a un sens chez les Précolombiens –terme très eurocentré bien sûr ? Alors très vite : non. Comme je suis face à des médiévistes j'ai pris le Moyen Âge comme exemple. Je prends souvent l'Antiquité [où] la question est exactement la même. Cela fait sens dans le monde méditerranéen et encore pas dans tout le monde méditerranéen, suivant les périodes au départ. C'est à l'est du monde méditerranéen puis cela s'étend progressivement face à un néolithique qui se trouve dans l'ouest de l'Ancien Monde et ça « l'antiquise » si j'ose dire, mais où est-ce que cela va, l'est ? Est-ce que les Perses ou les Parthes sont dans l'Antiquité ? Est-ce qu'au sud du Soudan, de l'Egypte, on est dans l'Antiquité ? Non bien sûr. Quand on prend un planisphère du Xe siècle, par exemple dans notre calendrier occidental, est-ce que l'on rencontre des Mayas, des Chan Chan, des sociétés andines, des Song, des Polynésiens ? Est-ce qu'ils sont dans l'Antiquité, dans le Moyen Âge ? Cela n'a pas de sens.

J'ai eu la chance de vivre une grande mutation intellectuelle de ce point de vue-là, et d'y participer. Quand j'étais à votre place dans les années 1970 et plus encore quand j'ai été formé, donc ça remonte aux années 1960, le monde était construit uniquement par le temps et pas par l'espace. Je veux dire par là que la pensée moderne, ce qu'on appelle maintenant la pensée des Lumières, pré-Lumières, jusqu'aux années 1970 dite moderne intellectuellement, que François Hartog appellerait futuriste, était une pensée dans laquelle on pensait par étapes. Les périodes d'ailleurs collaient avec cette idée là au point que dans les modèles évolutionnistes, car tous les modèles étaient nécessairement évolutionnistes, et futuristes, ayant pensé un Progrès, avec un P majuscule, un avenir radieux, on passait par des étapes et il y a un certain nombre de théoriciens entre autre en anthropologie qui ont au XIXe siècle bien parlé des sauvages, des barbares et des civilisés, qui reflètent en gros les différentes périodes dans une large mesure et qui ont été traduits éventuellement par Karl Marx dans les modes de production successifs qui collent très nettement aux périodes. Ce sont des modes de production esclavagistes, par servage, féodaux, puis capitalistes et éventuellement socialistes. Et l'espace était pensé à partir de là.

Il y a une phrase que j'utilise souvent, qui est d'un homme de la seconde génération du mouvement encyclopédique qui s'appelle Gustave de Gérando et qui dans un petit guide d'enquête pour les gens qui faisaient des voyages lointains et à qui on demandait, pour les gens cultivés - le capitaine du navire, le

médecin, les missionnaires, les commerçants - de faire des enquêtes dans les lieux où ils arrivaient, tous azimuts sur les plantes, la faune, les nuages, les indigènes, les langues etc. Ces enquêtes-là ont beaucoup servi parce que les voyages proprement scientifiques il n'y en a pas eu beaucoup en réalité. Ce petit opuscule d'enquête de G. de Gérando disait [*grasso modo*] « le voyageur éclairé qui s'éloigne de l'Europe remonte dans le temps. Chaque pas qu'il fait est un siècle qu'il franchit », à rebours bien sûr, en remontant le temps. Ce sont des choses sur lesquelles j'ai longtemps travaillé, le planisphère, la représentation du monde du planisphère qui part d'un centre, d'où le découpage de l'Europe qui ne veut pas se mélanger au reste, et puis suivant qu'on aille vers l'est c'est-à-dire vers l'Asie, vers le sud c'est-à-dire l'Afrique ou vers l'ouest c'est-à-dire l'Amérique on remontait progressivement dans le temps. Une carte que j'ai souvent utilisée est celle des techniques de production que F. Braudel utilise dans *Civilisation matérielle et capitalisme* (1967). L'expression graphique n'est pas très bonne mais l'échelle est très claire : la représentation des peuples est organisée à partir des chasseurs cueilleurs pour aboutir aux « civilisations denses » - c'est le terme qu'emploie F. Braudel, les civilisations à charrue. Dans l'intermédiaire vous avez les sociétés à bâton à fouir, soient les sociétés d'éleveurs, on aurait dit autrefois les nomades. C'est totalement faux quant à la position des nomades qui sont post-néolithiques, qui n'ont de sens que par rapport aux densités fortes, occupant des terrains au contraire où le sol et l'élevage est important, d'où une distinction à laquelle je tiens beaucoup qui est sociétés à pattes et sociétés à racines, c'est-à-dire les sociétés de mobilité fondées sur l'animal et mangeant essentiellement des animaux et les sociétés mangeant essentiellement du végétal. Mais dans la carte de F. Braudel, le cœur de l'Ancien Monde, de la Méditerranée aux mers de Chine, est tout noir : c'est le point ultime de l'évolution au XV<sup>e</sup> siècle, des sociétés denses à charrues, le nord de la Méditerranée, le monde arabe et iranien, le monde indien, le monde chinois et le monde japonais ; vous avez cet arc de l'Ancien Monde et puis au-delà, progressivement, vous avez des sociétés qui sont plutôt bâton à fouir, plutôt en Afrique noire, il y a quelques sociétés denses d'Amérique et puis on aboutit aux chasseurs cueilleurs qui sont vraiment à la périphérie, les Inuits, les Patagons, les Khoïsans, les Aborigènes australiens ; ça reflète bien cette pensée.

Elle a longtemps d'ailleurs aussi organisé la pensée scolaire, un des meilleurs exemples est cet outil pédagogique qui fonctionne très bien comme ça et qui est purement du temps même si en général on le représente sous forme d'une carte : la transition démographique. On est vraiment là dans des modèles d'évolution avec du passé du futur et des étapes intermédiaires. La géographie somme toute était de ce fait vassale, appliquait un certain nombre de types d'évolution. Il faut quand même dire que cela s'est heurté à la complexité des sociétés et que cela a amené à des visions un peu plus complexes. Celle qui reste connue est celle du marxisme puisque Marx lui-même, et peut-être encore plus Engels, étaient sensibles à des sociétés qui leur posaient problème, et entre autre la Chine, d'où l'invention du mode de production asiatique. Il y avait là un mode de production qui n'était pas réductible aux trois ou quatre modes de production marxistes traditionnels et qu'ils avaient spatialisé. Ils introduisaient là une géographie : il y avait d'un coup une différence spatiale qui organisait le temps différemment, c'était cette fois l'espace qui organisait du temps. Alors cela n'a pas été très loin mais quand j'étais étudiant à Paris 7, les historiens étaient très adisciplinaires sous l'impulsion du créateur de l'UFR, Pierre Vidal-Naquet, quelqu'un de très anthropologue quoi qu'antiquisant. Il était spécialiste du tiers-monde - expression de l'époque. [Dans l'UFR], des équipes entre autres des africanistes recherchaient, j'aurais presque envie de dire rétrospectivement désespérément, le mode de production africain. Ils voulaient bâtir un concept. Il y avait aussi, moins nombreux, des spécialistes des amérindiens qui cherchaient un peu un mode de production américain précolombien etc. Tout cela est complètement obsolète, c'est tombé dans les oublis de la postmodernité, mais le problème était alors que la géographie, parfois, ne collait pas avec le modèle évolutionniste. L'idée dominante était qu'on construisait une évolution globale de l'humanité et qu'on pouvait situer les sociétés à des étapes. Dans notre vocabulaire, qui n'a pas totalement disparu, il y a encore « pays développé », « pays en voie de développement », « pays moins avancé », « pays sous développé » qui est considéré comme infamant donc qu'on utilise moins : ce vocabulaire que les économistes, avec l'idée de croissance, ont conservé. Walt W. Rostow formalisait notamment cette idée avec les étapes de l'évolution économique et l'idée de décollage, terme des années 1960 alors que l'avion se démocratise. Et cela amène à plein de blocages.

Mon intérêt pour l'anthropologie d'ailleurs venait sans doute d'une conscience de ces blocages, et il a semblé intéressant à ce moment-là de renverser les choses et de rentrer par l'espace en se demandant où sont les temps et non plus quels sont les moments que l'on a dans différentes régions du monde, si

possible les plus éloignées de la pointe la plus avancée du processus de civilisation qu'est l'Europe ou l'Occident ultérieurement. Penser en termes de temps-espace change complètement les choses parce qu'on a à ce moment-là une géographie des temporalités et les choses se situent les unes par rapport aux autres. Je résume souvent cela d'une formule : on a pour partie au moins l'histoire de ses voisins, les voisins ayant eux-mêmes des voisins, on a pour partie pour partie l'histoire des voisins des voisins. J'ai vu que vous aviez lu *Faut-il penser autrement l'histoire du monde ?* (2011) dans lequel je raconte en préambule une petite anecdote qui remonte à mon passé d'écolier dans les années 1950. On s'était dit avec des copains que l'histoire de France c'est chouette mais on ne connaît que l'histoire de France - celle que j'ai schématisée comme un tube, le roman national, dans l'Atlas historique de la France c'est un tube à la taille de l'hexagone. Et on n'avait pas de voisins, on se disait : « Qu'est-ce que c'est que l'histoire des Allemands ou des Italiens ? ». On a donc regardé des encyclopédies, des petits Larousse, des choses comme ça, et ça a été une des plus grandes déceptions de ma vie. Rétrospectivement, je pourrais l'imaginer fondatrice mais enfin c'est sûrement de la pure reconstruction : c'étaient les mêmes histoires. Ils nous ressemblaient, ils avaient des châteaux forts, ils avaient des croisades d'ailleurs on aurait pu y penser, la Guerre de Cent Ans l'était aussi pour les Anglais, quand on était en conflit avec les Espagnols ou les Allemands : même chose. Mais en dehors de ces conflits, l'idée que ce soient les mêmes processus qui avancent à peu près au même pas. Évidemment en allant hors d'Europe, les choses commençaient à changer.

De ce point de vue-là, le rapport entre les processus historiques et les localisations me semble un élément central. Ça amène à réfléchir aux dimensions internes des sociétés les unes par rapport aux autres dans ce qui est à proprement parler temporel et spatial, ce que j'aurais envie d'appeler géographicités et historicités. J'ai commis une erreur je crois dans le petit manuel Introduction à la géohistoire (2015). J'étais encombré avec le mot «historicité» et j'ai eu envie d'en faire un autre. J'ai alors inventé un mot barbare qui est «historité», qui n'a aucun intérêt - personne ne s'en sert, si le livre est réédité, j'éliminerai cela : ce n'est pas la peine de faire un outil dont personne ne se sert. J'étais embêté justement parce que F. Hartog a donné à historicité un sens très particulier, qui est celui des représentations du temps propres à une société. C'est très efficace, comme en plus il a fait une trilogie passéiste/futuriste/présentiste qui colle à trois périodes. C'est très pratique pour le CAPES, on formalise, on apprend, on récite, c'est tout à fait heuristique mais cela élimine toute réflexion sur la structure temporelle et l'organisation temporelle des sociétés. J'ai tendance à penser que cela est un peu un oubli de l'histoire au sens «discipline», qui s'intéresse beaucoup au passé et beaucoup moins au temps. Cette historicité est justement la manière dont on construit l'enchaînement des générations. Il y a là une dimension biologique : une société se construit à deux, trois ou quatre générations présentes simultanément mais en même temps elle les reproduit, et j'ai toujours trouvé qu'on octroyait, même sans le théoriser, un énorme avantage au changement par rapport à la reproduction. Et l'historicité [désigne pour moi] ce couple, le « *changementreproduction* », en un seul mot comme « *espacetemps* ». On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve et pourtant il y a toujours un fleuve, qui dans le fond est le même. On est constamment pris dans ce genre de choses et le fait qu'on dise « la France de Louis XIV » dès l'école primaire est un énorme problème épistémologique parce que la France actuelle et la France de Louis XIV, on emploie le même mot mais est-ce que c'est la même chose ? Spontanément l'historien dira que [les gens] étaient très différents, ne pensaient pas comme nous mais en même temps, on est dans une filiation, on emploie une langue qui est la même -évidemment si on parlait à Louis XIV il ne comprendrait peut-être pas bien, il serait peut-être très surpris, mais en même temps c'est la même langue, on lit Molière. Si je prends la Chine j'ai peut-être même une épaisseur temporelle plus vaste. On est à la fois dans la reproduction, la transmission et l'innovation, le changement constant. Dans ce contexte d'historicité, tout cela s'articule évidemment avec la manière dont on mêle l'ici et l'ailleurs, qui n'est pas le passé le présent et le futur, l'ici et les ailleurs d'ailleurs, comment on construit à la fois notre perception de l'espace, l'équivalent de l'historicité de F. Hartog est la géographicités qui est l'espace vécu, mais il y a plus que ça, il y a les structures spatiales.

De ce point de vue-là la géographie avait de l'avance, elle a beaucoup travaillé sur ce genre d'éléments et comment ça s'articule avec d'autres dimensions entre autres celle de l'historicité. Tout cela se passe à l'intérieur d'une même société, le problème étant que comme je l'ai évoqué d'entrée une société a des voisins, et que l'historicité et la géographicités d'une société vont s'articuler, vont créer des événements par exemple la diffusion d'une pandémie ou un conflit, une innovation technique qui va modifier les rapports économiques ou militaires entre les sociétés. Ça suppose alors de penser cartographiquement plus que géographiquement : c'est un mode d'écriture et comme tout mode d'écriture cela induit une manière

de réfléchir et de penser les choses. Les atlas sont un mode pédagogique, certes, mais ils sont aussi un mode de construction intellectuelle, qui a des tas de contraintes mais qui amène à construire un raisonnement qui n'est pas celui du texte linéaire continu qui lui est purement du temps. Quand on tourne la page dans un texte cela n'a pas grande importance : le texte pourrait être composé autrement, ce qui n'est pas le cas dans un atlas. On est dans un champ de contraintes et de pensée qui est de nature différente. Or, mettre les choses sur carte, savoir quelle carte on prend, quel découpage, quel cadrage, ou même quelle projection sont constamment des choix épistémologiques et heuristiques essentiels.

Et tout cela est extrêmement lié aux changements qui s'opèrent dans les années 1980, à la postmodernité pour aller vite. J'ai tendance à lier deux termes ou expressions qui sont « période critique de la postmodernité », qui est aussi postcoloniale, qui est aussi la question du genre, l'introduction de l'acteur, la fin des grands récits, qui est peut-être pour les historiens l'angle d'attaque principal, avec un autre mot qui n'est pas du tout issu du même corpus, qui n'est pas issu de la philosophie, pas prité par les historiens mais qui est issu de l'économie et même du journalisme économique qui est le mot « mondialisation ». J'aime bien rappeler que c'est un terme qui est introduit dans les dictionnaires français en 1980, à peu près pareil pour globalisation dans les dictionnaires anglais, et toujours entre 1978 et 1982 pour les différentes langues. C'est un néologisme qui a des antécédents : un de mes anciens doctorants, Vincent Capdepuy, l'a fait remonter à 1907, dans un article du *Figaro* signé Pierre de Coubertin. Ce n'est pas un hasard si c'est l'inventeur des jeux olympiques qui emploie ce mot, ce n'est pas un hasard non plus si c'est avant 1914 : c'est une période qu'on appelle souvent la première mondialisation - même si on peut prouver que c'est la deuxième. C'est le moment où avant que la guerre de 1914 ne reconstruise des frontières dures, y compris celle avec l'Union soviétique qui était la plus dure, il y a l'ouverture économique et culturelle internationale évidemment eurocentrée, qui n'a pas d'équivalent historique antérieur.

On assiste dans les années 1970 à un phénomène semblable et j'aime bien dire que le mot « mondialisation » témoigne du fait que les Européens s'aperçoivent alors qu'ils ne sont pas seuls au monde. C'est absurde de le dire ainsi parce qu'ils le savaient bien avant, ils avaient même leur adversaire, l'Union soviétique, mais qui est aussi une occidentalisation, le marxisme ayant la même vision du progrès, une vision même encore plus conséquente que celle des libéraux anciens. Il y avait bien une vision d'un monde géopolitique mais qui globalement - c'était l'époque de « sous-développement », « développement » etc - s'organisait bien autour d'une vision temporelle. Même avec les décolonisations, la vision des sociétés africaines, latino-américaines, d'Océanie etc. était quand même une vision de retard. On ne disait plus « en retard » on disait « les moins avancés » mais ce n'était pas très loin du mot « primitif » d'ailleurs. puis les chocs pétroliers ont renversé un peu les choses et puis est venue l'ouverture internationale. De ce point de vue-là, c'est moins les chocs de revalorisation des matières premières qui ont été l'élément central que la concurrence du Japon, ainsi que des sociétés d'Extrême-Orient qui ont connu une croissance économique très développée dans les années 1970, ce qu'on appelait à l'époque les nouveaux pays industriels (NPI), les quatre dragons d'Asie et en particulier la Corée du Sud et Taïwan dans une moindre mesure. Vous aviez là une sorte de choc : ils appliquaient à la fois le modèle de développement, ce sont des pays qui accédaient à la catégorie supérieure, mais qui avaient en même temps des modes de développement différents. De ce point de vue là, le Japon est une expérience épistémologique essentielle. Le japonologue Pierre Souyri a écrit il y a quelques années un très beau livre qui s'appelle *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon d'aujourd'hui* (2016). Alors qu'il est spécialiste du Japon médiéval, il a travaillé sur la période post-Meiji (après 1912) qu'on connaît fort mal d'ailleurs en Occident, et il montre de manière très détaillée comment le Japon se transforme en utilisant des outils d'occidentalisation tout en restant profondément japonais et en s'affirmant comme japonais et impérialistes japonais d'ailleurs à ce moment-là. Tout cela a été gommé par la défaite japonaise mais resurgit dans les années 1970 lorsque les automobiles japonaises envahissent le monde. Ce renversement sera profondément accentué dans les années 1980 avec l'islamisme entre autres, en 1979 la révolution en Iran, mais c'est également en 1976 la mort de Mao et dans sa suite l'irruption assez rapide, aujourd'hui on sait rétrospectivement qu'elle a été extrêmement rapide mais sur le moment on ne se rendait pas compte de l'élan qu'il y avait même si certains l'avaient prédit, de la Chine.

On a donc dans les années 1980-1990 une autre vision du monde qu'on est alors obligé de géographiser. Il fallait rendre compte du fait qu'il y avait finalement différentes manières d'historiciser les sociétés, qu'il y avait donc une géographie de cette historicité et que la géographie devait se combiner avec ces historicités. Ça s'est souvent traduit par un fractionnement, le comble étant le « choc des civilisations »,

l'idée que chacun est chez soi, a son mode de développement et que le monde n'existe pas. Il y a des civilisations antagonistes, ça peut être la lutte pour la vie, mais ces constructions ne construisent pas une humanité. L'autre possibilité était évidemment de se dire « essayons d'articuler ces éléments » et au lieu d'avoir un universalisme occidental, qui devient donc un terme aporétique puisque s'il est occidental il n'est pas universel, d'avoir au contraire quelque chose de plus commun. Et aujourd'hui c'est un combat entre des post-colonialismes qui cherchent à jouer au maximum la déconstruction et à refuser les universaux globaux, y compris sur le plan scientifique, et ceux qui tentent de combiner les différents éléments. C'est une belle tension intellectuelle et c'est très bien qu'il y ait cette critique constante d'un universalisme qui peut être réducteur. De ce point de vue-là, je pense qu'on ne peut pas faire autrement que d'utiliser une pensée cartographique et de réfléchir en termes de temps-espace.

**Question n°3.** L'une des notions-clés de la géographie, l'échelle, transparait de manière saillante dans vos travaux. Vos derniers ouvrages, *les Atlas historiques* contiennent des centaines de cartes commentées. L'ensemble de cette production concerne plusieurs niveaux d'échelle, du macro (le monde entier) jusqu'au micro (quartier d'une ville) et des périodes historiques très longues (le million d'année, le millénaire, le siècle) comme plus courte (l'année, la journée). En quoi les dynamiques d'échelle et de période constituent des enjeux majeurs pour comprendre au mieux l'histoire mondiale des sociétés humaines ?

Je ne vois pas comment on peut penser sans échelle. Cela dit, j'ai toujours été agacé par la manière dont les géographes aiment bien s'attribuer l'échelle, et faire de la géographie la discipline de l'échelle. Je crois que l'échelle est vraiment dans le pot commun des sciences sociales : les historiens pensent en échelle de temps, les économistes font de la micro et de la macro-économie. Nous sommes tous dans des structures scalaires, inévitablement. Il faut se méfier des transferts de modèles. Il y en a un qui est à la fois pratique et très dangereux, c'est l'organicisme - cela peut vous sembler curieux que j'emploie ce mot à propos de l'échelle. Une chose qui fait la différence entre le biologique et le physique, c'est l'organisme, c'est-à-dire le fait que vous et moi, mais aussi une foule de microbes présents dans cette salle, mais aussi les arbres, sont des organismes qui forment des ensembles autonomes appartenant à une espèce et censés assurer la reproduction de cette espèce. Ces ensembles ont justement une finalité : défendre leur propre vie et se reproduire. Ils forment un ensemble ayant un début et une fin physique, spatiale et temporelle. Cela n'a aucun sens dans le monde de la physique : bien sûr, on peut prendre un galet, il se fractionne, cela fait deux galets, mais un galet n'est pas un être. Le danger est de l'appliquer aux sociétés, et cela a été beaucoup fait. C'est être utile à un moment donné et se dire qu'une société est un organisme, car on la voit comme un tout, comme un système qui a lui-même une logique de reproduction et d'autodéfense, éventuellement de démultiplication, mais qui ne cherche pas à « faire des petits ». Au contraire, elle cherche simplement à se pérenniser le plus longtemps possible, éventuellement en éliminant d'autres organismes. Les sociétés sont composées d'organismes biologiques - les humains, éventuellement d'organismes biologiques pour des sociétés non-humaines. D'ailleurs je crois qu'il est très important que les sciences sociales s'emparent du social non-humain, c'est-à-dire les grands singes, les loups, les oiseaux, etc. On ne cesse de découvrir du pur social chez ces animaux, la différence étant ce qui n'est pas transmis biologiquement mais culturellement. Alors qu'un organisme a une échelle claire - un humain peut être mutilé, on peut lui couper un bras, mais il a une limite très nette - au contraire une société interne les échelles. Finalement il n'y a que les deux bornes extrêmes qui sont très claires : l'individu, fondé sur un organisme biologique, et l'ensemble des individus, c'est-à-dire l'humanité. Entre les deux, il existe une foule de combinaisons possibles qui se recombinent tout le temps, qui sont d'une mobilité totale et qui fonctionnent de manière tout à fait différente.

Cela pose d'ailleurs problème aux cartographes, la cartographie étant un excellent test pour ce genre de choses. J'ai souvent pris ces tables des matières qui sont faites sous forme de cartes dans les atlas ; vous avez un planisphère puis des petits cadrages qui correspondent aux cartes avec le numéro de la page, éventuellement avec un zoom sur l'Europe par exemple. Lorsqu'on regarde ces découpages, on se rend compte que l'on a découpé des choses qui nous semblent cohérentes, qui nous semblent justement être des organismes, des faits qui en tant que société font sens. Ce sont souvent des Etats, puisque c'est la forme juridique et politique de nos sociétés, par exemple le Japon ou le monde indien - cela devient un peu plus compliqué. Savoir où l'on coupe est un élément tout à fait important : quelquefois c'est guidé par des contraintes naturelles qui ont des effets sociaux - par exemple Madagascar, une grande île - mais parfois

c'est moins simple. En Europe, comment découpez-vous ? Je me suis toujours beaucoup amusé à faire des découpages au hasard, ce que font les cartes IGN ou ce que faisaient autrefois les vieilles cartes Cassini ou les cartes d'état-major. On aimait bien centrer sur Paris mais à partir de là, on avait tout un tas de rectangles qui couvraient toute la France - un peu plus de mille ; ici, à la bibliothèque, vous avez encore des grands montages où l'on peut regarder toutes les cartes. Souvent, lorsqu'on pratiquait l'exercice du commentaire de carte - qui était un rite géographique généralement imposé aux historiens pour les embêter, on tombait souvent sur le plan humain ou sur le plan physique dans une ville coupée en deux, ou mise dans un petit coin. Rouen était coupée en deux, Toulouse aussi, ou Lyon était dans un coin : c'était évidemment un peu absurde si vous vouliez faire le commentaire urbain. Quand on fait ces découpages, on s'aperçoit toujours que l'on voit les choses autrement. Cela a un effet heuristique. Si vous découpez un peu au hasard, si vous prenez l'Inde et que vous la coupez par le milieu en incluant l'Iran, vous voyez tout autre chose : le monde urdu, l'Afghanistan, des choses qui sont très intéressantes sur le plan historique d'ailleurs. Dans les atlas historiques, j'ai fait des choses classiques mais j'ai insisté sur des cartes de grande taille - j'évite le mot échelle : « à petite échelle »/« à grande échelle » est un piège idiot, disons des cartes qui représentent de grandes étendues. Certaines sont relativement classiques, par exemple quand vous représentez les trois grandes empires ottoman, persan et moghol au XVIIe siècle, ou lorsque vous faites des cadrages non seulement sur le Croissant fertile et l'Égypte, mais jusqu'au Yémen et jusqu'à l'Indus. Un autre monde apparaît, tout à fait central dans l'ancien monde, mais que l'on cartographie rarement sous cette forme-là. C'est toujours intéressant de créer des décalages.

De ce point de vue-là, l'échelle cartographique intervenant, on est obligés de définir à chaque fois les niveaux pertinents d'autonomie. Les modes de gouvernance que l'on a expérimentés pour gérer la lutte contre l'épidémie de COVID ont particulièrement bien montré les types d'échelles pertinentes. On a vu des pays centralisés - la Chine étant le maximum, et à l'échelle de l'Europe la France bien sûr, des pays fédéraux où l'autonomie politique fait que la ville va avoir une politique très importante comme aux Etats-Unis, et d'autre part des sociétés holistiques où, sans que l'Etat ait forcément besoin d'intervenir, tout le monde va appliquer des consignes parce que sinon ce serait déchoir. Au Japon, il y a eu des cas de suicides de gens contaminés : est-ce que cela prouvait qu'ils n'avaient pas pris les précautions nécessaires ? Ils se sentaient pourtant coupables car ils pouvaient contaminer les autres, c'était une honte. Il n'y a même pas besoin d'un gouvernement autoritaire à la chinoise pour imposer des normes ; en même temps, pour qu'un gouvernement autoritaire fonctionne, il faut que les gens l'aient accepté. On voit très bien dans les sociétés individualistes comme celles d'Europe occidentale, et encore plus aux Etats-Unis, où l'idée que chacun individuellement a une responsabilité vis-à-vis de la circulation du vaccin et donc vis-à-vis de la pandémie collective, n'advient pas. Les degrés pertinents d'autonomie des êtres sociaux, qui peuvent être des individus, ou des individus au contraire très limités par des solidarités extrêmement proches, voire de proximité collective plus grande au niveau d'une nation - sans que ce soit forcément une structure géopolitique qui l'impose, tout ceci nous montre bien que l'on a constamment tendance à penser en termes d'échelles ces faits particuliers que l'on peut appeler « sociétés ». En France, où l'on a vécu depuis au moins Philippe Le Bel dans une société centralisée ou tendant vers la centralisation, il y a l'idée selon laquelle il y aurait une échelle majeure, celle de l'Etat-nation. Vous voyez bien que cela ne marche absolument pas, ni aujourd'hui ni a fortiori dans l'ensemble du passé des sociétés. Il faut constamment penser aux niveaux d'échelle pertinents et à la manière de les articuler. Le terme d'«acteur» mis en avant dans les années 1980 indiquait bien une sensibilité à la partie inférieure, avec le risque d'oublier les dimensions civilisationnelles - pour employer un vieux mot - de la partie de plus grande taille. Donc effectivement, je ne vois pas comment on peut penser autrement qu'en échelle, sachant que la métaphore cartographique est un piège purement linguistique.

**Question n°4.** Toujours dans les *Atlas historiques*, vous avez mis en carte une grande multiplicité de faits sociaux jusqu'aux aspects les plus culturels comme la peinture ou les toits des bâtiments par exemple. Existe-t-il un sens à spatialiser tout fait de société ? Est-ce que tout peut être inscrit dans une démarche géographique ?

Pour moi, la réponse est oui, donc passons à la question suivante. Je plaisante ! Je crois qu'il n'y a pas de raison de ne pas pouvoir tout cartographier, dans la mesure où l'on cartographie des faits de société, mais

également ce que les sociétés utilisent de biologique dans le social, donc en socialisant du biologique et, d'ailleurs, réciproquement. De ce point de vue là, on peut cartographier toutes les choses qui sont situées, qui ont une durée, un moment, une étendue, un lieu, une diffusion, etc. C'est vrai de tout, je ne vois pas pourquoi l'on ne cartographierait pas la pensée de Platon, et pas seulement dans la dimension géographique de ce que raconte Platon, quand il parle de l'Atlantide, par exemple dans le *Timée* et le *Critias* -ce qui est tout à fait passionnant en tant que géographe mais ce n'est qu'une petite partie de la pensée de Platon.

Vous avez donc la possibilité de cartographier bien sûr du matériel, donc les forêts, les vergers, des bâtiments, des fortifications, des routes, etc. Les géographes ont d'ailleurs été très matérialistes pendant très longtemps, très économicistes - même s'ils n'étaient pas graphistes ?- , car ce sont des choses qui sont aisées à cartographier, dont on voit tout à fait la localité, sachant que cela s'inscrit dans une tradition cartographique, une histoire cartographique limitative. Néanmoins, on peut tout autant localiser tous les autres faits de société, parce qu'ils sont « de société » et que ces sociétés sont localisées. Je n'ai pas fait de cartes de la philosophie, parce que je n'avais pas de page d'atlas qui correspondait, mais je pense qu'il faudrait le faire. On a fait une page, même pas une double page, sur la littérature, qui est presque une plaisanterie, en prenant quatre écrivains et en localisant. C'était en fait plus facile et plus intéressant, et en même temps plus géographique, de faire une page sur la peinture des XIXe-XXe s. parce que, notamment, c'est le moment à partir duquel la peinture sort de l'atelier, dans les années 1830-1840 et après, avec les impressionnistes. Vous avez là une géographie différente et l'on voit que cela correspond parfaitement aux voies ferrées et au début du tourisme, avec Pont-Aven, l'attrait du soleil méditerranéen : pleins d'éléments qui sont faciles à cartographier.

En littérature, ce genre de choses est tout à fait évident. J'ai essayé de convaincre un éditeur, pour le moment en ayant totalement échoué parce qu'il est très cher de faire un atlas donc nécessairement, cela est une contrainte. Cela veut dire que lorsqu'on fait un atlas, il faut nécessairement qu'il y ait des lecteurs, ou alors il faut une subvention. C'est d'ailleurs une contrainte intéressante justement parce que cela pose des questions de diffusion. Je proposais donc un atlas de la littérature française parce que je trouve qu'il y a quelque chose d'intéressant, mais effectivement c'est un objet un peu hybride entre un public plus littéraire et un public plus « sciences sociales », et il n'est pas sûr qu'il trouve facilement son public. Cela sera peut-être un chantier dans très longtemps. Je pense donc qu'on peut le faire en philosophie, même s'il existe déjà un atlas de la philosophie qui est une expression graphique des philosophes, c'est-à-dire que vous avez des schémas sagittaux qui vous racontent Platon, Aristote, saint Thomas, etc. C'est de la pédagogie et c'est intéressant si l'on s'intéresse à l'écriture graphique, ce qui est évidemment mon cas, mais ce ne sont pas des cartes et, de ce point de vue-là, ce n'est pas un atlas. Mais je pense qu'il peut faire un véritable atlas de la philosophie, ce qui supposerait de réfléchir à la philosophie à une autre échelle que celle de l'Occident.

Les atlas historiques sont une manière de penser spatialement l'ensemble des faits de société et, si possible, de les penser dans leur temporalité. J'ai d'ailleurs tenu à ce que, dans tout titre de carte, il y ait toujours une datation. Dans un atlas historique, il faut toujours dire quelle est la portée spatiale mais, comme on la voit, on n'a pas besoin de la définir -même si elle a été l'objet d'une discussion. Mais la portée temporelle, elle aussi, se discute et donc elle doit nécessairement s'avouer. Le titre en lui-même est un autre problème, mais c'est plus banal. Vous avez toujours de l'espace-temps dans la double-page ou la carte que l'on montre et c'est quelque chose qui oblige à prendre en compte divers éléments de société. Il existe parfois, et nous en avons fait, des cartes qui flottent ou, plus techniquement, des cartes flottantes, c'est-à-dire une carte où les voisinages ne sont pas marqués. C'est intéressant pour indiquer quelques éléments d'informations par exemple quand la carte ne concerne absolument que l'espace concerné, comme des cartes électorales. Il y en a plein à la fin de l'*Atlas historique de la France*. Les cartes électorales n'ont pas de voisinage, sauf s'il s'agit de cartes d'élections européennes, mais je crois que je n'en ai pas mis donc la question ne se posait pas. Inversement, dès que vous êtes dans une carte qui met en jeu du géopolitique, du religieux, etc. nécessairement les voisinages sont essentiels, d'où un choix, dans un atlas, de mettre en premier la carte, chronologiquement en premier dans la fabrication de l'atlas. Si l'on n'y prête pas tout de suite garde quand on ouvre l'atlas, on voit rapidement que la carte prend un grand espace et que les textes sont tout petits, ce qui est un choix: c'est voulu. J'ai toujours tendance à trouver que les atlas faits par des historiens sont très bavards ; il y a beaucoup de textes, à tel point que j'ai, dans ma grosse bibliothèque

d'atlas, des atlas dans lesquels il peut y avoir 3-4 pages sans cartes. Alors ce n'est plus un atlas, c'est un texte illustré de cartes, et c'est autre chose.

Avant-hier, j'étais aux Belles-Lettres pour un projet de livre. On m'offre l'*Atlas du Proche-Orient ancien* qui est un très très bel ouvrage, grand format, qui coûte un peu cher et qui fait le point sur l'archéologie récente de l'Égypte ancienne, du Croissant Fertile, du monde iranien occidental, etc. Il est formidable, les cartes sont assez jolies - même si elles ne sont pas très travaillées au niveau du cadrage, mais c'est normal - mais elles ne représentent que les moitiés supérieures des pages, toutes les moitiés inférieures, c'est du texte, et c'est vraiment dommage. Ils se sont condamnés dans un grand bouquin pas pratique à utiliser à avoir des cartes finalement assez petites. Je trouve cela dommage car ils éliminent la dimension proprement « atlas » au profit d'une narration archéologique certes intéressante mais qui aurait pu, à la limite, être un ouvrage à côté. Donc, dans les atlas, et je rends grâce au maquettiste qui a tout de suite joué ce jeu-là, on met la carte d'abord et, ensuite, on situe par rapport à la carte qui a un grand cadrage, plus important que l'objet situé, les textes, légendes - éventuellement s'il y a un petit élément de texte différent, placé par rapport à la carte, et dans les coins. Quand on a arbitré, c'est toujours le texte qui perd, par définition, donc, pour le reste, on contracte, on fait ce qu'on peut.

On peut donc, je crois, ouvrir au maximum le champ des échelles, des villes, etc., sachant néanmoins qu'un atlas a un fil conducteur donné par son titre. Prenez parmi les deux derniers des Arènes : l'*Atlas historique mondial*, son objet c'est le monde. Bien sûr, vous avez des cartes, des Incas par exemple, des Polynésiens auxquels je tiens beaucoup, mais elles n'ont de sens que par rapport à cette construction progressive du niveau mondial, qui ne fonctionne évidemment pas avant le XVe siècle, sauf dans l'axe de l'Ancien monde et même s'il y a déjà un niveau mondial. Pour cela, l'*Atlas mondial* est construit sur un chapitre qui remonte au XVe siècle. qui est, certes, un clin d'œil complice à l'équipe de Patrick Boucheron, mais qui est plus que ça. Si P. Boucheron avait pris le XVe siècle., ce n'était par hasard - et F. Braudel avait pris lui aussi la carte du monde au XVe s. - car nous sommes avant la « grande connexion », si l'on veut éviter le mot des « Grandes découvertes », bien sûr obsolète comme expression du XIXe siècle. En même temps qu'on balance l'expression des « Grandes découvertes », que je n'utilise plus qu'avec les guillemets qu'il faut, il ne faut pas oublier qu'il y a eu une connexion extraordinaire, en particulier atlantique et, à commencer, microbienne, ce qui est un élément-clé. L'idée que « C'est le monde » fait que les cartes n'ont vraiment sens non pas comme panorama universel de toutes les sociétés de l'humanité, sachant qu'on ne peut pas tout mettre et qu'il n'y que 515 cartes - et ce n'est déjà pas mal, mais qu'il s'agit des pièces d'un puzzle spatio-temporel. Tout n'est pas parfait, mais on a essayé de les penser de ce point de vue là. On remarque en revanche que lorsqu'il s'agit de l'*Atlas historique de la France*, il s'agit bien de la France : il peut y avoir des planisphères, des cartes de l'Europe - et il y en a beaucoup - mais elles sont là par rapport à la construction, l'histoire, la temporalité, la reproduction de cette société particulière que l'on appelle la France.

#### **Question n°5.** Aparté - Les contraintes de la tradition cartographique

Il y a au bout du couloir le master de l'équipe Géographie-cités, un master de cartographie qui relève d'une très ancienne tradition de l'école de cartographie de la Sorbonne qui était ici et qui forme les meilleurs cartographes français. C'est très important parce qu'en France les cartographes sont des géographes qui ont acquis la technique mais qui ont une pensée géographique, ce qui n'est pas le cas en dehors de France. Ce n'est d'ailleurs pas toujours le cas en France non plus, où l'on peut avoir affaire à des graphistes qui manient très bien les logiciels de fabrication d'image, naguère le dessin à la main, mais qui ne réfléchissent pas forcément à ce qu'ils représentent. Par exemple, la qualité de la cartographie du journal *Le Monde* revient de très loin parce qu'il y a trente ans leurs cartes étaient épouvantables, mais maintenant c'est remarquable et cela a servi de modèles aux autres qui suivent. C'est dû au fait que Delphine Papin, qui a construit cette équipe – ils sont treize journalistes cartographes, c'est très rare : il n'y a que le New York Times qui fait mieux – a choisi des géographes et même plus précisément - elle a elle-même fait une thèse de géopolitique - des géopoliticiens.

J'ajouterais une petite note de bas de page, si j'ose dire, concernant les contraintes de la tradition cartographique. Je faisais allusion au fait que j'étais aux Belles Lettres avant-hier parce qu'ils ont publié il y a deux-trois ans un livre qui a bien marché, ce qui est plutôt rare pour les Belles Lettres qui publient des

éditions de textes anciens - je vous signale d'ailleurs qu'ils ne font plus que du latin et du grec ils font du chinois, du japonais, c'est très intéressant ils mondialisent, c'est une réflexion tout à fait intéressante pour un éditeur qui a l'air très ancien. Ils avaient donc publié *Une Histoire du monde en 100 objets* qui est une traduction du livre écrit par l'ancien directeur du British Museum [à partir de l'exposition éponyme]. C'est un chouette livre, qui est beaucoup plus qu'un emboîtement «d'objets-monde», ce que je fais dans des tas de chroniques. Là, il le construit comme une réflexion de ce qu'est un musée dans la tradition occidentale. Le concept est aujourd'hui défié par la mondialisation, la pensée mondiale dans laquelle il est. Donc penser des objets qui font le monde dans l'organisation muséographique -c'est une grande peinture, Neil McGregor, qui a pensé ça- c'est passionnant. Or, ce que les Belles Lettres me demandent, c'est d'essayer de voir si on peut faire une histoire du monde en 100 cartes avec la même réflexion. Et je trouve qu'il y a là un joli défi dans la mesure où nos cartes sont marquées par la manière dont la cartographie s'est construite du XVIe au XIXe siècle avec deux contraintes :

- La carte de navigation d'abord, le mercator, les angles etc. Ce n'est pas simplement une question de projection ou une question technique, c'est vraiment une question de planisphère et même plus précisément de carte régionale. C'est local, c'est une carte de réseau, de circulation, mais externe aux sociétés dans la mesure où la mer est pensée comme un monde libre. L'idée est d'ailleurs théorisée au XVIIe siècle, pour relier les sociétés au profit évidemment de celles qui maîtrisent les réseaux.
- Et deuxièmement, la cartographie territoriale dont l'archétype historique sont les cartes de Cassini - commandées par Louis XVI qui veut cartographier son territoire. pour cartographier ce que techniquement on appelle la carte choroplète, un terme un peu technique pour dire le puzzle, la pensée puzzle. On dessine alors une frontière linéaire, donc un trait, et on remplit à l'intérieur. Le planisphère politique avec les pays qui ont chacun une couleur différente c'est le type même de l'objet puzzle, et chacun a dans l'esprit tendance à avoir une construction cartographique de ce type-là. Or on en convient tous, et on en a longuement parlé tout à l'heure, on est obligé aujourd'hui d'ouvrir, de modifier la représentation cartographique. La carte de F. Braudel sur le monde au XV<sup>e</sup> siècle pour reprendre cet exemple, c'est du noir et blanc donc ce sont des gammes de gris mais ce sont quand même des lignes autour desquelles on a construit des sociétés du XV<sup>e</sup> siècle, en Amérique ou en Afrique noire etc. Des limites linéaires, cela n'a aucun sens. Des marges, c'est au contraire poreux, c'est mouvant, c'est interpénétré, c'est plusieurs types de sociétés qui se complètent les unes les autres. Dans la partie du delta intérieur du Niger par exemple il y avait quatre ou cinq types de sociétés : celle des pêcheurs, celle des agriculteurs, celle des éleveurs, celle des commerçants etc., et vous aviez des interpénétrations de sous-ensembles qu'on peut appeler des sociétés même si ça ne relève pas du tout de notre pensée en états nations et de la cartographie qui va avec. Cette forme d'écriture est aussi une forme de pensée. Alors la tradition cartographique qui se met en place au XVII<sup>e</sup> siècle, dans une formule choroplète plutôt française, est limitée à un certain type d'expression sociale et on ne s'en rend pas forcément compte. C'est un peu comparable à la statistique et aux chiffres de l'Etat, inventée au XVIII<sup>e</sup> siècle en Allemagne dans les sciences camérales.

Et aujourd'hui si on veut faire une carte autrement, c'est la raison pour laquelle je rendais hommage au Monde parce qu'ils font des efforts, on se heurte évidemment à des problèmes de lecture. C'est comme si, on ne fait plus trop cela maintenant mais il y a une époque où la linguistique essayait de montrer comment on était bloqué par les formes de notre propre langue, qui a par exemple des catégories temporelles, les conjugaisons, les différents temps sont des éléments qui vont structurer profondément la pensée. Une langue sans futur, ça pose problème mais ça existe, c'est un peu un présent éternel. Dans le mode cartographique il faut pouvoir communiquer, c'est un objet de communication, donc ça suppose tout un travail de transformation de la carte mais aussi un travail d'apprentissage de la lecture. C'est pour ça que je trouve que parmi les préoccupations qu'on peut avoir à l'école, l'apprentissage de l'écriture graphique en général et cartographique en particulier avec éventuellement ses dynamiques actuelles est quelque chose auquel il faut penser.

## 2. Un engagement pour une approche didactique de l'histoire-géographie

**Question n°6.** Lorsque vous étiez élève à l'ENS Cachan (aujourd'hui ENS Paris-Saclay) en 1975, vous organisiez un séminaire sur l'enseignement de l'histoire-géographie et fondiez avec Jacques Lévy la revue interdisciplinaire *Espaces Temps* qui était principalement composée d'historiens et de géographes. En France, à la différence des autres pays, l'histoire et la géographie sont enseignées ensemble dans l'enseignement secondaire. Quelles sont les raisons qui ont conduit et conduisent encore à l'association de ces deux disciplines ?

On avait la chance, à Cachan, d'être une école peu encadrée par les mandarins. Ces grands noms que l'on pouvait trouver à Ulm ou Saint-Cloud y étaient à l'initiative, laissant alors moins de place aux « petites mains. » C'était donc une chance : on avait des moyens et du temps. Cela nous a permis de faire des séminaires transdisciplinaires, y compris avec des économistes ou de jeunes anthropologues comme Marc Augé, Maurice Godelier qui ont participé à ce dynamisme. Le fait est qu'il y avait une section d'histoire-géographie car c'est la discipline scolaire traditionnelle, à laquelle on met toujours une petite annexe qui prend un nom différent selon les époques mais qui correspond à de l'éducation civique.

En France, les disciplines scolaires sont beaucoup plus structurées que dans d'autres pays, ce qui est certainement un effet de notre centralisation et de notre organisation. Le grand moment d'organisation est à l'initiative de Napoléon, des petites classes jusqu'à la licence, même s'il y a des racines dans l'Ancien Régime y compris dans le régime de recrutement des enseignants. Cette organisation est surtout structurée ultérieurement au XIXe siècle, avec une mise en place similaire et poursuivie à travers tous les régimes : monarchies, républiques et empires. Cette discipline histoire-géographie existe alors à l'école élémentaire et surtout dans le secondaire avec plus d'incarnation et un corps spécifique. Ces structures bien établies ont alors un effet dans l'enseignement supérieur lorsqu'il est créé dans les années 1875-80, lorsque l'université, autre que le droit et la médecine, se développe.

Ce couple histoire-géographie est une particularité spécifiquement française. C'est d'ailleurs toujours une surprise dans le cadre des comparaisons internationales de découvrir qu'en Allemagne, en Chine, on ne fait pas d'histoire-géographie. Certains pays ont adopté le modèle français, comme notamment les anciennes colonies françaises telles que le Sénégal dont un de mes doctorants a travaillé sur l'invention de la géographie scolaire postcoloniale après les années 1960. À Madagascar, en Côte-d'Ivoire également. Quelques pays ont également copié le modèle français au XIXe siècle en raison de son prestige, notamment en Amérique latine. La plupart ont ensuite évolué vers quelque chose de plus « sciences sociales ». Il y a des exceptions comme je crois le Chili, qui est l'un des rares pays ayant gardé ce découpage. Le seul cas que je connaisse en Asie est le Japon, qui au XIXe siècle a lui aussi opté pour ce choix.

Pourquoi ce couple en France ? C'est difficile de ne pas l'associer avec la forme de l'identité française qui est avant tout territoriale. Classiquement on oppose une société dont la définition est un mode de vie, à une société dont la définition est un peuple ou encore une société dont la définition est un territoire : les Anglais, les Allemands, les Français. Ainsi être Anglais, ce n'est pas être localisé. C'est une société où vous pouvez être considéré.e comme Anglais, aussi bien dans une ancienne colonie que dans un pays étranger. On comprend alors que le Commonwealth ait pu avoir un sens et que l'existence d'une forme de Britannicité donne, contrairement à d'autres sociétés, une ouverture sur le monde : les passeports donnés aux Hong-Kongais le montrent. C'est donc une société qui n'est pas enracinée, le Brexit ayant d'ailleurs réactivé tout ce discours. En ce qui concerne le deuxième modèle, vous pouvez avoir une société qui se définit comme un peuple, ce qui peut aller jusqu'aux dérives d'une société pensée comme une race. L'Allemagne en est l'exemple-type. Evidemment, au XVIIIe siècle, la définition a une portée différente. Dans une société fractionnée entre diverses structures géopolitiques, cette idée d'un peuple qui s'incarne sur un territoire dont il fait l'usage se développe. Ainsi ce n'est pas l'Allemagne qui fait les Allemands mais les Allemands qui font l'Allemagne. C'est une notion finalement assez banale et partagée dans le monde. Enfin, troisième modèle, celui d'une construction politique dont la structure géopolitique, l'Etat, fabrique le peuple. C'est typiquement le cas de la France. Il n'y a pas de peuple français au XIIIe siècle. Par une série d'événements et en raison d'une persévérance géopolitique, se construit un Etat français qui commence aux environs du XIVe siècle, à coup sûr au XVe siècle avec la fin de la Guerre de Cent ans. L'Etat français fabrique progressivement le peuple français, qui n'a finalement de sens qu'à la Révolution. Cette genèse est

très longue, procède à une unification lente et est même encore incomplète. Il y a un parfait exemple sur une temporalité beaucoup plus longue et qui a un rôle géopolitique à venir beaucoup plus grand : la Chine. La Chine est certes un empire mais c'est une vraie nation, y compris avec ses 18 provinces et ses minorités. Le modèle chinois n'est pas raciste, en théorie il est le modèle Français. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas des racismes. L'idée est que tout le monde peut être Chinois à partir du moment où l'on parle mandarin, respecte les rites et l'Etat chinois. Ainsi ce dernier ne reproche pas aux Ouïghours d'être musulmans mais de mettre l'Islam avant l'Etat chinois. C'est le cas aussi pour les Chrétiens, acceptés à partir du moment où il y a des Eglises chinoises et que c'est l'Etat qui nomme les évêques. D'ailleurs, sur le plan cartographique, il y a une histoire chinoise ancienne, tout autant que l'histoire occidentale : Peng Shui, au IIe siècle, qui fait des cartes de Cassini est un parfait équivalent de Ptolémée qui fait des planisphères de marins. C'est donc la même chose pour la France : une identité fondée sur le territoire. Selon ce modèle, on peut être picard, breton, corse ou migrant, cela n'empêche pas de faire société. La question de la colonisation a donc posé un problème pour le modèle français, à l'inverse des Britanniques dont la domination concordait avec la Britannicité. Ainsi les Français ont voulu faire des départements, faire de la France. Il s'agissait à terme d'aboutir à cette idée qui pouvait au moins formellement coller avec ce discours universel. Si le territoire fabrique la société, le territoire et l'histoire sont donc la même chose : le couple histoire-géographie est alors logique.

On peut trouver à ce couple des ancêtres dans l'Ancien Régime. Moins chez les Jésuites qui étaient très techniciens et associaient la géographie davantage à l'astronomie et aux mathématiques. Les oratoriens ont alors joué un rôle important car ils ont créé les premières cartes scolaires, servant à l'apprentissage du territoire. C'étaient des cartes de la Gaule, pas de la France même si à partir du XVIIe siècle on associait les deux. Ces cartes servaient à lire le latin et apprendre les dix années de la conquête de Jules César. La carte de Gaule et le texte de César sont la naissance du couple histoire-géographie. Cela aurait pu ne pas se reproduire mais comme cela correspond au mode d'identité affirmé à la Révolution puis à l'Empire, ce couple s'est renforcé. C'est alors une géographie historique qui se développe. La seule chaire de géographie qui existe à la Sorbonne jusqu'en 1898 est une chaire de géographie historique où l'on cherchait essentiellement les dates et les lieux des événements et des grandes batailles.

**Question n°7.** Vous avez été responsable de la spécialité histoire-géographie du master « Didactique des disciplines » de l'université Paris-Diderot qui s'est rapidement imposé comme un lieu privilégié de l'apprentissage des processus de transmission pédagogique au sein d'une discipline donnée. Comment s'est fait ce choix ? Quelles sont les raisons qui donnent une cohérence au champ scientifique de la didactique pour l'histoire-géographie en particulier ?

C'est cette salle [dans laquelle nous nous trouvons] qui a pendant des années abrité le master de didactique avant que tout Paris 7 parte sur la ZAC Masséna. Je précise, parce que cela n'a rien à voir avec la préparation, le master de préparation au CAPES quand on a masterisé les concours – c'était en 2007 si j'ai bonne mémoire ou 2008, enfin c'était sous Nicolas Sarkozy. Donc ce sont des masters qui sont des prépas concours. Bon, je ne vais pas émettre de jugement sur ce bricolage, mais il existe depuis la création de Paris 7, en 1969, des masters – enfin ça ne s'appelait pas des masters à l'époque, il y avait des diplômes puis qui sont devenus ensuite des DEA de didactique – pour une bonne raison c'est que la didactique, c'est-à-dire la réflexion intellectuelle sur la construction d'un champ de connaissances – et non pas le métier dans la classe, c'est de la pédagogie, ce qui est tout à fait utile, nécessaire – mais c'est autre chose, c'est-à-dire par quoi on doit commencer quand on apprend l'anglais, les mathématiques, par quoi on doit continuer, quelles sont les étapes, les techniques d'acquisition de tel ou tel aspect, quelles contradictions on va rencontrer, quels blocages on va avoir, si on se pose des questions ; tout cela c'est de la didactique.

Donc, la didactique est née – le mot n'existait pas encore, c'est juste un adjectif pour dire « qui apprend », et non le processus d'apprentissage – dans les années 1960 autour des mathématiques. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit des mathématiques parce que c'est là où le problème d'enchaînement des connaissances est particulièrement évident et parce que dans les années 1960 il y a eu une réforme que vos grands-parents – puisque j'ai à peu près leur âge – ont appelé les « maths modernes ». Il y a eu une grande construction intellectuelle dans l'entre-deux-guerres en France en mathématiques qu'on appelle le groupe Bourbaki qui siégeait à deux cents mètres d'ici – et qui s'y trouve toujours d'ailleurs – à l'Institut Poincaré

qui est une conséquence de la guerre de 1914 parce que les jeunes normaliens de la rue d'Ulm – là, on est à cinq cents mètres – se sont trouvés pratiquement sans professeur en mathématiques : ils étaient tous morts dans les tranchées - surtout que leurs prof[esseur]s étaient souvent d'anciens polytechniciens donc ils étaient officiers. Donc, ils n'avaient plus que des vieilles barbes, des gens que l'on avait sortis de leur retraite, et les jeunes mathématiciens secouaient un peu le cocotier. C'est André Weil – le frère de la philosophe Simone Weil – qui est à l'origine de ce groupe, puis Jean Dieudonné et quelques très grands mathématiciens français du début du XXe siècle – c'est pour cela que la France a longtemps eu un grand rang dans le domaine des mathématiques – qui étaient de la même promo et qui se trouve être d'ailleurs la même promo que Jean-Paul Sartre, Raymond Aron... À un moment comme cela, il y a eu des convergences. Et donc, ces mathématiciens se sont dit : « On va repartir de zéro. ». Je reconnais que quand on avait fait *EspaceTemps* à vingt-trois ans, c'était un peu pareil [rires] ! C'est à cet âge qu'on dit : « Ça ne va pas, tout ce qu'on nous a légué, on le reconstruit. » Donc, c'est ce qu'ils ont fait et ils ont inventé ce que l'on a appelé plus tard la théorie des ensembles. C'est l'idée que l'addition, la soustraction, c'est la même chose. On va construire, on va faire des combinaisons et on va tout réorganiser, tout reconstruire à partir de zéro. Lorsque vous lisez leur livre qu'ils ont signé du nom collectif Bourbaki, vous vous rendez compte qu'ils pensaient que n'importe qui, du moment qu'il accepte de suivre leur méthode, peut comprendre toutes les mathématiques. Bon, si vous essayez, à la troisième page vous êtes perdu. Mais ils avaient pensé à tout ça. Et dans une vision très « années 1960 », c'est-à-dire une époque où la technocratie, la vision verticale qui était aussi intellectuellement le monde du structuralisme, dans ce contexte intellectuel là, je ne sais quelle tête pensante des programmes de mathématiques a dit : « On va refaire les programmes comme ça, on va partir de l'idée qu'on fait des choses très simples. » On s'est mis à apprendre à des enfants de six ou sept ans non pas les additions et soustractions mais un ensemble A qui est bijectif par rapport à un ensemble B. Et puis on s'est dit : « Ah ! Cela ne marche pas. Les instituteurs ne comprennent rien alors on va les former, on va réfléchir à ça. » Donc, on a créé des Instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques, les IREM, qui sont vraiment le début de toute réflexion didactique en France. Et il se trouve que Paris 7 a hérité de l'IREM dans les découpages d'après 1968, avec la loi Alfort de 1969. Ce n'est peut-être pas un hasard mais je ne vais pas rentrer là-dedans. Et les mathématiciens ont dit : « Ce qu'on fait, pourquoi les autres ne le font pas ? » Alors, les linguistes se sont tout de suite jetés dessus, les littéraires, les physiciens et puis les historiens-géographes - je dois dire, d'abord, au départ, les historiens. Et en même temps le ministère a créé l'Institut national de recherche pédagogique en différentes étapes qui a donné un lieu commun et quelques moyens financiers pour ce genre de choses.

Donc, il s'est créé un diplôme histoire-géographie de recherche sur l'enseignement. Beaucoup de disciplines ont abandonné ; les linguistes d'ailleurs se sont noyés petit à petit mais il en est resté trois - en mathématiques, en physique et en histoire-géographie - qui sont devenus des masters aujourd'hui. Sauf que c'était des masters qui n'avaient qu'une deuxième année, il n'y avait pas de première année - ce qui est toujours le cas d'ailleurs, - et on y rentre en ayant au moins cinq ans d'expérience dans l'enseignement, à quelque niveau que ce soit. On peut être professeur de maternelle ou professeur de prépa, peu importe. Je n'ai jamais vu de professeur de prépa mais des professeurs de lycées professionnel ou général, en tout cas. Mais il faut avoir un peu d'expérience. C'est intéressant, notamment pour les étrangers. On a souvent eu des bourses qui étaient obtenues par des ambassades françaises qui posaient d'énormes problèmes car si ce n'est pas l'histoire-géo[graphie] à la française... Il faut dire que j'ai ramé avec des Turcs, avec des Syriens, avec des Tunisiens même, qui, pourtant, aiment l'histoire-géographie. Mais bref, peu importe. Ce master a été longtemps dirigé par un historien de l'Afrique qui s'appelle Henri Moniot qui est un homme très discret mais qui s'est beaucoup investi dans l'enseignement, dans cette réflexion sur l'enseignement. Et puis, en gros, je lui ai succédé. Pendant les quinze ans que j'ai fait dans ma fin de carrière à Paris 7, je me suis occupé de ce master. C'était pour moi une continuation parce que j'avais été professeur d'École normale d'instituteurs, j'ai été ensuite ce que l'on appelle un directeur d'études qui formait des PEGC, des professeurs de collège - c'est un corps qui a été supprimé en 1987. Jusque-là, j'avais formé des professeurs qui enseignaient spécifiquement en collège, qui étaient bivalents lettres – histoires-géographie, comme aujourd'hui dans les lycées professionnels. Je me suis occupé des professionnels et c'était assez logique quand je suis venu à l'université que je prenne en charge le master de didactique et pour moi ça a été un moment, un lieu où j'ai été très heureux.

C'est purement anecdotique mais je voulais expliquer qu'il y a eu cette structure très originale qui était cette recherche qui a eu le plus grand mal - toujours d'ailleurs, c'est vrai pour les physiciens, les matheux

également - à se faire reconnaître comme une vraie recherche scientifique. C'est une recherche nécessairement appliquée car il s'agit à chaque fois de tester, de voir avec des classes et de voir comment on construit un certain nombre d'éléments. Donc, pour l'histoire-géographie, c'était encore plus difficile que pour des mathématiques ou des physiciens parce que l'enchaînement cumulatif, c'est très net en langues : on apprend, puis on apprend de plus en plus et on parle de mieux en mieux une langue. Mais c'est vrai en mathématiques ou en physique. Les mathématiques, c'est historiquement le point de départ, comme je l'ai dit, mais c'est vrai en physique également : on va faire des choses de plus en plus complexes. En histoire-géographie, c'est beaucoup plus évident. Quand on dit quel est le programme, on ne dit pas quel est le plus par rapport aux années antérieures mais quelle est l'autre partie du monde ou l'autre période par rapport à la précédente que l'on va voir progresser dans le temps ; ce n'est pas progresser conceptuellement. À ce moment-là, si on se met à réfléchir à quels sont les notions et concepts que l'on va construire... Je peux vous dire que même chez des gens volontaires - il fallait être volontaires pour venir ici ; pour la plupart des gens qui n'avaient pas de décharge, heureusement, surtout pour l'élémentaire, il y en a qui en obtenaient mais dans l'ensemble ils n'avaient pas de décharge - venir passer son mercredi à bosser. Je voyais des gens qui étaient très volontaires, très courageux mais, en même temps, ils étaient très surpris. C'était vraiment le moment de découvrir que « j'ai fait ça mais je ne m'en rendais pas compte ». Donc, il y a eu cet effort qui est totalement contradictoire avec l'existence des programmes tels qu'ils sont, avec les pratiques moyennes, l'absence d'équipes... Enfin bon, on ne va pas rentrer dans le détail... Ce qui serait vrai dans d'autres disciplines mais qui est particulièrement criant ici. Et d'autre part, le fait de réfléchir à l'échelle sciences sociales, que j'avais tendance un peu à pousser, c'était particulièrement utile.

Par exemple, il est beaucoup plus facile de commencer à construire une progression en démographie : quelles sont les notions élémentaires, les notions un peu plus complexes y compris ne pas balancer des notions très compliquées à fabriquer comme l'espérance de vie ou des objets visuellement très complexes. Je ne vais pas vous raconter l'histoire très amusante de la pyramide des âges... Mais c'est un objet qui est très conjoncturel, qui est lié à un recensement des États-Unis pour montrer la situation des états de l'Ouest. On fait un truc pour montrer qu'en Arizona en 1875, juste après la guerre de Sécession, il n'y avait que des jeunes hommes. C'est le Far West quoi ! Il n'y a pas de femmes, enfin bon, un tout petit peu - il y a Calamity Jane - et puis il n'y a pas de vieux, pas d'enfants. On a inventé la pyramide des âges pour ça. Pour montrer ça ! Je pouvais en dire autant pour le graphique ombrothermique. Vous avez des trucs très conjoncturels qui sont devenus ensuite ce que les didacticiens appellent les objets canoniques. Et ensuite, on fait avec. C'est comme la transition démographique. Donc, construire des progressions, apprendre des types de construction de progression - c'est quelque chose qu'on aime bien appeler des curriculums maintenant - c'est quelque chose qui nécessitait tout un travail et qui mérite une vraie recherche. Je suis très heureux que ce master que j'ai pu transmettre [ait mené] une maîtresse de conférence à faire une thèse de didactique. Vraiment là, il y a quand même quelque chose, même si c'est *peanuts* par rapport à l'énorme institution - on est 40 000 enseignants du secondaire en histoire-géographie en voie générale. Mais c'est déjà ça !

**Question n°8.** Quelles sont les raisons qui font qu'une grande majorité des professeurs du secondaire en histoire-géographie ont fait des études d'histoire ? Comment expliquez-vous la différence du choix professionnel que font les étudiants en géographie qui se tournent vers le conseil, l'aménagement du territoire ou les métiers de l'environnement ?

Il y a une question qui m'a toujours taraudée en tant que formateur d'enseignants puis ensuite en tant qu'universitaire: pourquoi, quand on sort du lycée, choisit-on de faire telles ou telles études ? C'est des éléments importants pour prendre en compte les gens en première année de fac, c'est absolument décisif. C'est une question qu'on peut se poser soi-même : c'est fondamentalement important. Je crois qu'il y a un élément - je ne vais pas me plonger longuement là-dedans - mais il y a un élément essentiel.

Si vous êtes intéressé par les faits de sociétés, vous n'y êtes pas intéressé de la même manière si vous devenez plutôt économistes ou sociologue que si vous devenez historien. C'est-à-dire qu'il y a quelque chose qui me semble très majoritaire chez beaucoup d'étudiants en histoire, mais vous allez peut-être le démentir, c'est le goût du particulier par rapport au général. La phrase type pour moi d'un historien c'est :

« c'est plus compliqué ». C'est une phrase qui est toujours juste, il n'y a rien à dire, quel que soit ce dont on parle, c'est plus compliqué. Pas qu'en histoire bien sûr, mais c'est l'historien qui va le dire. Pour l'économiste ce n'est forcé, il va dire « ce n'est pas le bon modèle, non ça ne se passe pas comme ça, les chiffres sont faux ». Ce n'est pas le degré de complexité qui lui pose problème. Fondamentalement une histoire générale ou une histoire théorique, c'est quelque chose qui est impossible à concevoir en particulier en France car justement c'est contradictoire pas seulement à l'objet, mais à la manière dont l'objet est pris. Parce que dieu sait si vous faites de l'histoire générale ce n'est pas des historiens, cela peut être des économistes, des démographes, des géographes mais pas des historiens. Donc vous avez là des raisons personnelles au départ qui font qu'on fait un choix plutôt qu'un autre. Ce qui amène d'ailleurs à un goût pour le récit de ce fait, le récit étant l'expression du spécifique.

Ce qui ensuite va poser des tas de problèmes parce que très concrètement, le débouché fondamental d'une licence d'histoire, c'est l'enseignement. Ça peut être l'enseignement supérieur ou à l'école élémentaire mais c'est l'enseignement. Je veux dire c'est très très difficile, et je peux vous dire que les universitaires historiens envisagent très rarement des débouchés en dehors. Ils vont bien sûr de temps en temps faire un effort, aller donner des cours pour une formation de journalisme, de bibliothécaire : vous voyez des choses pas trop loin. C'est quelque chose qui est d'ailleurs très français, j'insiste bien là-dessus, parce que faire des études d'histoire en Grande-Bretagne vous amène à être banquier. Rien à voir avec. Mais dans les tuyaux qu'on a en France, si vous faites des études d'histoire ça va être pour faire de l'histoire et il n'y a pas d'autres manières de faire de l'histoire en dehors de quelques rares postes différents, que d'être enseignant.

De ce fait, il y a une énorme demande en histoire alors pourquoi est-on géographe à l'université ? Les raisons sont souvent mauvaises. Je veux dire par là que la géographie est dans le choix qu'on fait en Terminale, beaucoup un choix par défaut, avec l'idée que ce n'est pas trop difficile. C'est dit globalement dans les statistiques des disciplines choisies en fonction des niveaux des résultats au bac. Dans les faits, l'enquête de Pierre Bourdieu de 1982, c'est vieux. *Homo academicus* (1984) montrait que les géographes étaient les moins cultivés des étudiants. Et bien c'est toujours vrai. C'est encore les moins bonnes notes au bac. En dehors des formations professionnelles, je parle des formations canoniques. Et comme vous savez que les formations sélectives quand on y va pas on va vers une formation générale aussi, vous avez ce résultat là. De ce fait, il y a cinq fois moins d'étudiants en géographie qu'en histoire en France en moyenne. Mais de plus, les étudiants qui survivent, puisque vous le savez bien combien cela disparaît dans toutes les disciplines et c'est très vrai en géo, vont avoir la possibilité d'une ouverture beaucoup plus grande. Alors c'est récent, c'est une chose que j'ai vu arriver depuis que j'étais étudiant parce qu'en dehors de quelques rares choses qui commençaient à poindre vers 1970, quand on faisait une licence de géographie, c'était pour devenir enseignant et c'est tout. Et la licence de géographie était née avec l'agrégation de géographie dans les années 1940, toujours pour lier au métier de l'enseignant. Lorsque l'aménagement du territoire est créé en 1964 en France - la DATAR - se pose la question du rôle des géographes, spontanément car à l'époque il y avait moins d'économistes, sociologues donc on va chercher des géographes pour travailler et faire des atlas régionaux. Les géographes se posent la question d'une formation à l'aménagement du territoire, comme aménageurs. Il y a un grand débat, totalement oublié, peu importe, c'est une ancienne querelle de mandarins. Sur ce débat, la réponse du grand homme de la géographie de l'époque dans cette maison et dans l'ensemble de la France, vraiment le mandarin dominant, qui s'appelait Pierre George est de dire « Passez l'agrégation d'abord, ensuite on fera des choses sérieuses, mais passez l'agrégation d'abord ».

C'était la fin d'une époque, c'était le moment dans les années 70, avec l'ouverture des universités post 1968 où se sont créées des formations à d'autres métiers, au départ marginales. Des fois, je me souviens des maîtres assistants qui sont passés de l'autre côté, c'est-à-dire qui se sont dit que c'est intéressant d'organiser des voyages. C'est l'époque où les étudiants étaient souvent un peu routards, ceux qui étaient routards aidaient les autres et le guide du routard est créé à cette époque. Il y en a qui ont monté des agences de voyage. Nouvelles frontières est née comme ça. Ensuite c'est devenu des trucs tout à fait officiels, comme les autres. Mais au départ c'était un machin très très routard. Il y a des géographes qui ont franchi le pas et sont devenus voyagistes, j'en connais. Mais le plus souvent ils sont restés à l'université, quitte d'ailleurs à faire un peu des deux et on crée un diplôme pour le tourisme, pour apprendre les métiers du tourisme. Même chose évidemment dans ce qui existait déjà sur la cartographie mais c'est un petit truc ne formant pas énormément de gens.

Mais ensuite avec la décentralisation dans les années 1980 même si c'était déjà avant, les collectivités territoriales se sont mis à avoir besoin de gens pour des petits travaux assez pluridisciplinaires, parce qu'une commune même de 10 000 habitants, il ne va pas y avoir grand monde qui connaissent un peu le droit, qui sachent faire des cartes, qui sachent discuter des questions environnementales. Les géographes étaient très bien pour cela donc on a créé des masters d'aménagement sous différentes formes dans les années 1980, on a eu de la géopolitique. Donc le nombre de débouchés qui étaient plutôt dans des positions légèrement dominées par rapport aux ingénieurs, sont devenus relativement nombreux.

A partir de là, le métier d'enseignant est resté quelque chose d'ancien jusqu'à ce qu'il y ait un changement dans les équipes de direction de l'agrégation. J'y ai participé à la fin des années 1990. Avant, c'était l'apanage de gens très conservateurs. Je peux vous dire que j'ai assisté - quand on a créé en 1986 le CAPES interne puis en 1989 l'agrégation interne où j'étais dans les deux équipes au départ des deux créations - à un combat des progressistes contre conservateurs, où les progressistes étaient les inspecteurs généraux, et les conservateurs étaient les universitaires et les historiens qui avaient une vision de la géo un peu à leur service, c'est-à-dire « Faites nous des cartes, montrez nous ! ». Il s'agissait d'une géographie qui ne bouge pas trop, dans la vieille lignée de L. Febvre. De ce point de vue là, la géographie a formé à tout autre chose que l'enseignement et a délaissé, sauf dans quelques universités un peu plus traditionalistes, l'apprentissage de la dissertation, le commentaire de documents formel pour le concours. Donc les quelques étudiants de géographie qui se disaient « Je vais préparer les concours. » se trouvaient assez mal préparés au départ contrairement aux historiens pour qui cela allait de soi. Donc finalement on se retrouve avec des promos où ceux qui passent l'oral du CAPES sont à 90% et parfois plus, historiens, les 10% restants n'étant pas forcément des géographes. Ce qui fait qu'en 1994 Roger Brunet avait fait un dictionnaire *Les mots de la géographie*. Pour sa définition du mot historien, il avait mis : « Historien : personne qui enseigne la géographie »

### 3. Une approche vulgarisatrice de la géohistoire

**Question n°9.** Dans *l'Introduction à la Géohistoire de la Mondialisation*, vous articulez les échelles spatiales et temporelles en utilisant la forme du récit. Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à faire un tel choix narratif ? Au fond, est-ce que la mise en récit de la géographie n'est pas ce qui fait le géohistorien ? Peut-on penser que cette forme narrative constitue un atout pour rendre le propos intelligible et accessible au plus grand nombre ?

Je crois que je vais rater quelque chose, mais mes successeurs développeront ça, qui sera le dessin animé en hologramme, c'est-à-dire d'écrire sous forme d'images qui vont bouger, évoluer et qui seront tri-dimensionnelles. Mais même si elles étaient en deux dimensions - le dessin animé classique - cela serait déjà formidable. Il m'est arrivé parfois d'avoir quelques moyens pour faire un film. Si vous visitez l'exposition permanente du Musée de l'Homme - j'ai quelques liens avec le Musée de l'Homme - la troisième partie de l'exposition permanente qui s'appelle « Où allons-nous ? » commence par une histoire de la mondialisation, et vous avez un mur avec des tas de vidéos. La grande vidéo centrale est un grand planisphère qui bouge tout le temps et qui raconte la diffusion des hommes sur trente mille ans en huit minutes. C'est pour moi une des choses dont je suis le plus fier, je peux vous le dire, donc je vous invite vivement à aller voir ce petit film ; on va rénover cette partie du Musée de l'Homme bientôt, mais le film va rester. Il y a des images, une chronologie, un compteur, le nombre des hommes à chaque fois, avec plusieurs écrans. L'écran central est un planisphère qui bouge, les Hommes qui se diffusent, et qui se densifient, qui créent des liens, des villes.

Donc je crois qu'il ne faut pas idéalement se limiter à quelque chose qui est du texte ou de l'image, ou de la parole. Je crois que de ce point de vue là cependant la combinaison la plus simple la plus ancienne qu'on a, c'est la combinaison image récit. C'est la forme pédagogique la plus ancienne qui soit, parce que c'est le catéchisme, c'est associer des cartes, ou pas forcément des cartes mais des images à du récit, oral ou éventuellement écrit. La combinaison des deux, et l'interpénétration des deux m'a toujours semblé être le

meilleur moyen de répondre à la question temps/espace que j'évoquais avec des moyens simples. Dans *Géohistoire de la Mondialisation* (2007), le choix est fait de faire un texte avec des étapes, des chapitres, je tiens beaucoup à mon plan, mais avec le maximum d'écriture cartographique. Beaucoup sont assez moches d'ailleurs, parce que c'est d'abord du noir sur blanc, un volume de la collection U, et puis je les ai faites moi-même, donc pas le meilleur. Je travaille maintenant avec des gens qui sont tellement à l'aise dans *Adobe Illustrator* que ce que je pouvais faire n'était pas terrible. J'en ai fait un certain nombre qui correspondaient au moins à ce que je voulais dire, même si la graphie n'était pas superbe. Je crois que c'est important de combiner constamment les deux. Il y a beaucoup de paragraphes, de sous-parties de chapitre, qui sont construites d'abord à partir de la carte : on fait d'abord la carte et le texte à côté. J'aime bien dire que j'illustre les cartes avec du texte et que les illustrations sont les images qu'il faut. Donc chaque fois qu'on peut mieux les interpénétrer - là les contraintes du manuel U étaient de ne pas aller trop loin - mais à chaque fois qu'on peut, dans un atlas c'est plus facile, c'est un mode de présentation privilégié. Je crois que le récit est absolument essentiel, et entre autres dans un atlas historique, le fait qu'il faille faire un plan, qu'il y ait une pagination, même si la contrainte de la double page est respectée systématiquement, le choix de l'itinéraire est évidemment un choix qui guide le lecteur. Je tenais à ce que les Atlas historiques, les deux qu'on a publiés aux Arènes, soient d'abord des livres. Je veux dire par là que c'est pas des planches d'Atlas d'où un format réduit, un volume souple, un signet, l'idée qu'on puisse le lire. Vraiment une des choses qui me fait le plus plaisir c'est lorsque je fais des rencontres en librairie, ou aux journées de l'histoire de Blois, avec des lecteurs qui ne sont pas des enseignants - car les enseignants sont le public captif : la semaine dernière chez mon ophtalmologue, il m'a gardé je ne sais combien de temps, même pas pour les yeux, mais parce qu'il me parlait avec passion de l'Atlas qu'il regardait le soir, il en regardait deux pages pour s'endormir.

Le récit est un mode important que j'ai beaucoup utilisé ; j'aimais bien d'ailleurs le formaliser pour ne pas piéger trop les étudiants dans le petit amphithéâtre en bas qui était ma salle fétiche, je viens m'asseoir sur le bureau et de dire « Il était une fois ... ». Je vous conseille le truc : à ce moment-là vous avez un silence de mort, vous avez capté l'attention de vos étudiants et vous pouvez raconter ce que vous voulez. Si vous faites des statistiques au tableau, évidemment là ça ne marchera pas. Mais si vous racontez Tamerlan, la géo-histoire mondiale, ça marche très bien. Je crois que c'est tout à fait important, c'est pour ça que j'aime bien, pour un public non spécialiste, écrire des chroniques. J'en fais tous les deux mois dans *Carto*, mais aussi dans la petite revue de la Société de Géographie ; j'en ai édité 35 chez Armand Colin. C'est des petits récits où je raconte à partir d'un petit objet des collections mondiales, un processus.

Il y en a une que j'ai livrée hier au soir pour *La Géographie*, qui est sur le tango. Je peux vous dire que l'histoire du tango est une histoire formidable, car vous voyez la naissance d'une société. Il est très rare qu'on voie une société se constituer en un temps très court. L'Argentine est une société construite entre 1890 et 1914. C'est très très précis, ce moment où 5 millions de migrants arrivent d'Europe, essentiellement des Italiens. Avant il y avait moins d'un million d'habitants, en grande partie des noirs, totalement disparus ; les indiens, massacrés. Donc une population neuve. Et en même temps, en 1914, c'était déjà des Argentins. Il s'est créé quelque chose : ils ont eu des mécanismes identitaires, le maté etc, mais le tango a joué son rôle. Or le tango - j'ai repris la phrase d'un musicologue - c'est une musique d'origine africaine, comme le jazz, le mot même d'ailleurs de tango vient du kikongo de l'Angola - en tout cas c'est l'étymologie la plus probable. C'est une musique faite avec des instruments allemands par des immigrants italiens sur des paroles de sarsuela, donc espagnol, avec des musiques d'Europe centrale. Et avec tout ça on a fabriqué une chose profondément identitaire. Être argentin aujourd'hui c'est vraiment être portenos, c'est un peu jouer par rapport à l'Uruguay mais c'est tout. Un récit de ce point de vue là est quelque chose qui permet de donner un exemple, de prendre un objet ou une musique et de le donner comme significatif.

**Question n°10.** Dans le même ouvrage, vous posez la question du statut des spécialistes d'un thème ou d'une période et de leurs fréquents débats face aux généralistes comme vous qui proposent des explications plus englobantes et vulgarisatrices du processus géohistorique. Quels conseils donneriez-vous aux jeunes chercheurs pour les aider à se positionner entre ces deux approches à la fois complémentaires et, parfois, en tension ? Selon vous, quels sont les lieux privilégiés et outils pour bien se former à la géohistoire ?

Je pense que vous faites allusion à un tout petit texte qui est au début de *Géohistoire de la mondialisation* - un petit texte auquel je tiens beaucoup et je me suis aperçu qu'il a souvent été utilisé dans les travaux

dirigés comme document – qui s’appelle « *Avis aux spécialistes* ». Effectivement, vous imaginez bien qu’en tant que géographe écrivant une histoire mondiale – c’était ça, une histoire de la mondialisation –, je m’attendais à ce que des foules de spécialistes me tombent dessus pour me dire : « Vous racontez n’importe quoi sur le passage de Néandertal à Sapiens, sur la Chine des Song etc. » En fait, non. D’abord, ça ne s’est pas beaucoup produit – j’ai toujours supposé que c’était parce que les spécialistes ne l’avaient pas lue et qu’ils ne l’avaient pas eu entre les mains. Mais l’articulation à la question du spécialiste est la façon dont on va utiliser les résultats, les travaux des spécialistes pour les articuler par rapport à un autre ensemble ; ce qui est le boulot de n’importe quel enseignant – pas à l’école élémentaire, évidemment – mais, enfin, on est amenés à mettre de l’ordre sur un certain nombre de choses sur lesquelles on a simplement un léger avantage de connaissances par rapport à son public, en théorie en tout cas. Ou quand ce n’est pas le cas, on les aide à articuler leurs propres connaissances. Donc, c’est quelque chose qui pose une question fondamentale, qui ne relève pas d’une simple vision hiérarchique.

Le manque est de dire qu’il y a le vrai savant qui produit la connaissance très pointue sur le terrain, avec ses archives, et puis, au bout du compte, il y a « Monsieur tout le monde » qui va au contraire acquérir [des connaissances] ou s’intéresser éventuellement à ce genre de choses. Il va y avoir d’ailleurs un certain nombre d’étapes médiatrices de vulgarisation qui vont simplifier de plus en plus, avec l’idée d’une hiérarchie allant du plus noble à un bout à l’ignoble à l’autre bout – qui sera presque n’importe quoi. Chaque fois que je fais ça, en particulier sous la forme : « Mais enfin ils ne savent même plus qui est Louis XIV ». J’aime bien dire, quand on a affaire par exemple à un enseignant du secondaire : « Tiens, qu’est-ce que vous diriez si on faisait la même chose en changeant de discipline ; que vous alliez voir votre collègue de biologie ou de physique et qu’il vous rappellerait quelques notions élémentaires que vous avez acquises quand vous étiez en 4<sup>ème</sup> ou en 1<sup>ère</sup> et que vous avez évidemment oubliées ? » On peut tous en faire l’expérience. Peut-être que parmi vous, il y en a qui sont meilleurs en biologie mais très vite on serait incapables [de se souvenir de tout], moi j’en serais strictement incapable. Et je ne peux même pas dire que j’ai le bac car je l’ai passé en 1968, en deux heures et demie et on l’a presque tous eu. Je veux dire par-là qu’il y a des disciplines où je serais peut-être encore capable de faire quelque chose, en philosophie, peut-être en lettres, mais je ne suis pas sûr qu’en grec ancien et puis *a fortiori* en biologie, en physique. J’en serais strictement incapable. Et c’est normal, on oublie. On garde un certain nombre d’éléments.

Il ne faut donc pas s’indigner des ignorances, évidemment, sinon, pédagogiquement, c’est un désastre. Il faut, au contraire, essayer de faire le lien entre quelque chose de spécialisé et quelque chose qui va s’intéresser, s’intégrer dans une culture commune. D’où quelque chose qui me semble important et qui est une vieille expression malheureusement grevée par son rôle de sélection sociale qui est l’expression de « culture générale ». Je trouve que c’est une notion sur laquelle on ne réfléchit pas assez. Je me souviens d’une discussion à Paris 7, au moment des histoires de masters : on mettait en place les fameux masters pour les concours de l’enseignement et je disais aux historiens : « Essayez de vous mettre d’accord sur ce que doit être la culture générale en histoire. » Et j’ai vu, de la part de mes collègues éminents, progressistes, sensibles aux questions de défense de l’enseignement une grande vague d’interrogations sur ce que voulait dire « culture générale » en histoire. Il faut se demander quelles sont, en général, les connaissances sur l’histoire de l’humanité depuis Lucy – si tant est que ce soit le début de l’humanité – ou, en tout cas, depuis Cro-magnon jusqu’à nous. Quels sont les trucs, l’ensemble non pas forcément des faits mais des manières de réfléchir, des raisonnements, des références qu’il faudrait acquérir ; ce qu’on appelle le « socle commun » pour les élèves ? Quel est le socle commun pour les professeurs ? En gros, c’était ça. Je dois dire que l’on a évacué la question parce que c’est très gênant. D’ailleurs, très vite, il y avait des phrases où chaque spécialiste, comme, par exemple l’antiquisant, défendait son bout de gras ; chacun défendait son territoire. Le géographe, lui, avait la vie facile ! Mais c’est quelque chose qui pour moi est récurrent, de se dire « quand on fait quelque chose en termes de recherche, ce n’est pas simplement le faire connaître mais c’est le rendre utile ». Et le rendre utile, c’est le meilleur moyen pour le faire connaître et aussi, d’ailleurs, pour défendre ses crédits. C’est, je crois, essentiel.

Je me souviens d’un colloque en Belgique, à Gand, qui était consacré – ce qui était très très chaud pour la Belgique – à l’historien médiéviste Henri Pirenne, très vieille gloire, *Mahomet et Charlemagne* (1937). Il se trouve que j’avais dit ou écrit, je ne sais plus, que pour moi H. Pirenne avait été très important parce que c’est quelqu’un qui réfléchissait en termes d’espace-temps et qui s’interrogeait sur la grande coupure - dont on sait qu’il a beaucoup exagéré, bien sûr la science historique a progressé – dans la Méditerranée vers le VII<sup>e</sup> siècle avec l’islamisation de l’Est et du Sud de la Méditerranée, et donc, une séparation dont il montre

à mon avis – même s’il ne le dit pas lui-même – que c’est déjà une forme de construction de l’Europe. C’est parce que l’Europe commence à naître au nord que la coupure existe, ce n’est pas simplement la faute aux musulmans. Non ! C’est aussi la faute aux Européens parce que, justement, on se constitue en fonction d’un modèle géohistorique, dont je pourrais montrer une foule d’autres exemples, qui est que la mer lie d’abord et sépare ensuite. Fondamentalement on a ce type de processus – c’est vrai avec les empires coloniaux et des tas d’autres exemples, y compris microhistoriques. Le très beau livre de Denys Lombard sur le *Carrefour javanais* (2004) a d’excellents exemples sur les îles où toutes les constructions géopolitiques sont des face à face de littoraux – évidemment puisque les mers sont étroites – mais la Grèce, c’est les deux rives de la mer Égée, ce qui s’appelle d’ailleurs Asie et Europe, quelque part. On a ce genre de choses et la Méditerranée n’y échappe pas : c’est d’abord l’Empire romain et ensuite c’est deux mondes séparés – enfin, séparés... il y a une fracture en tout cas toujours très forte aujourd’hui, donc ce n’est pas innocent. Je me souviens donc, dans ce colloque sur H. Pirenne, que j’avais écrit selon les historiens, tout le bien que j’avais pensé de H. Pirenne. J’ai alors compris que j’étais un neutre et ils avaient invité un certain nombre de neutres. Nous étions à Gand, en terre flamingante et le colloque parlait d’un auteur francophone qui refusait déjà dans les années 1930 d’enseigner en flamand. Il les prenait pour des ploucs d’ailleurs, il le disait franchement. Je comprends que les Belges aient eu H. Pirenne en travers de la gorge. Et, en même temps, c’est leur grand homme ! Donc, moi j’explique en gros que H. Pirenne m’intéresse et puis, évidemment, j’ai cité un certain nombre de choses qui étaient vieilles, inévitablement. J’utilisais H. Pirenne qui était vieilli, j’en suis conscient, mais c’est un texte qui m’importe.

J’ai utilisé aussi – j’ai cité Denys Lombard mais je pourrais citer son père – Maurice Lombard. J’avais cité sa carte des fourrures – que j’ai reprise d’ailleurs dans la *Géohistoire de la mondialisation* – parce que je n’en connais pas d’autre qui soit [en lien avec] le commerce des peaux. On m’avait dit : « Oui mais aujourd’hui, on sait que ce n’est pas comme ça. » [Ce à quoi j’avais répondu] : « C’est très bien, j’en suis ravi. Passez-moi la carte. – Ah oui mais on ne peut pas faire la carte, on n’a pas toutes les informations. » J’ai dit : « Oui, donc on en reste là. Si vous ne faites pas plus, j’en suis là. C’est comme la diffusion des grandes peurs [de l’an mille], les cartes de F. Braudel : si on ne les a pas remplacées, on reste avec ce document. Donc, maintenant mettez-vous au boulot. Cela ne sert à rien de faire de l’histoire comme ça et de pinailler sur des petits détails liés à des questions d’histoire médiévale si ça n’enclanche pas sur un accroissement, une modification, une transformation pas simplement et purement quantitative de la perception et que cela a sens par rapport à d’autres. Si cela n’est pas utilisé par les non-médiévistes, votre histoire médiévale ne sert à rien. » J’avais dit : « Je pense la même chose de ce que je fais et si mes cartes ne servent qu’à des cartographes, ça ne sert à rien. » C’était chaud !

Là je crois qu’il faut effectivement qu’il n’y ait pas de solution de continuité entre le généraliste et le spécialiste. Et, même si c’est sûr que ça ne marche pas si bien que ça, lorsqu’en médecine – où le mot « généraliste » a un sens – on a fait un internat pour donner une même dignité – ce qui reste théorique car ce qui mesure la dignité chez les médecins, c’est très simple, c’est ce qu’ils gagnent à la fin du mois ; donc le généraliste gagne rarement ce que gagne le radiologue ou le chirurgien. Même s’il y a hiérarchie, en théorie il y a égale dignité de formation entre les spécialités dont le généraliste. Je me dis que c’est génial car c’est exactement ce qu’il faut faire. Il faudrait que chaque degré de généralité possible ait égale dignité et que faire réfléchir à l’échelle mondiale – historique par exemple – soit tout aussi pointu et spécialisé que de faire de la microhistoire dans le Piémont du XVI<sup>e</sup> siècle. Simplement, ce n’est pas la même échelle, ce n’est pas le même objet. Cela peut être d’ailleurs aussi tenu car, si on réfléchit, les réseaux mondiaux du XVI<sup>e</sup> siècle ne se résument à rien. Mais vous avez là des degrés de généralités qui sont différents et qui ont des utilités tout à fait différentes. On en est loin. Il y a quand même ne serait-ce que la thèse qui est un apprentissage très pointu avec des tout petits chantiers pointus. J’ai toujours défendu l’idée que l’on pouvait faire des thèses très larges, et c’est possible en géographie.

Je n’ai jamais voulu et je me suis bien gardé – mais maintenant vous pouvez le comprendre par rapport à ce que j’avais dit sur les disciplines au tout début - d’institutionnaliser le mot « géohistoire ». C’était possible techniquement, bien sûr, de faire un master, de créer une sorte d’institut ou d’en faire un sous-ensemble d’UMR. Tout est possible, on trouve toujours des sous et des possibilités pour faire ce genre de choses. Mais mes anciens doctorants qui ont fait plus précisément de la géohistoire me l’ont un peu reproché, d’ailleurs, en me disant : « Tu ne nous laisses rien ! ». Oui, c’est vrai que de ce point de vue-là, j’ai peut-être eu tort. En même temps, j’avais une peur bleue de voir apparaître quelque chose qui serait du genre « épreuve de géohistoire », de créer une chaire qui enfermerait dans un domaine spécialiste et non pas

généraliste quelque chose qui, justement, doit être dans une dynamique transversale, rester flou, fluide, être aussi anthropologique ou ouvert sur l'économie. C'est pour cela que ma réponse est certainement décevante car je ne suis pas pour ce genre de choses.

En revanche, que des tas de gens fassent un cours de géohistoire je trouve ça très bien mais je pense que la meilleure façon de faire la géohistoire c'est de faire de la géographie en histoire, tout simplement. Je milite à chaque fois, dans des réunions type inspections générales – tout le monde en rigole, parce qu'ils savent ce que je vais dire – pour qu'on s'arrête de séparer l'histoire et la géographie – et l'éducation civique d'ailleurs – et faire des programmes ou laisser les enseignants avec une plus grande marge de manœuvre pour faire de la géographie à l'époque de Saint Louis, faire de l'anthropologie sur les Français du XIX<sup>e</sup> siècle, de faire de l'économie dans la Grèce antique et puis de la démographie sur l'empire du Mali – là, on n'aurait pas forcément les sources – mais sur l'Égypte du XIII<sup>e</sup> siècle, ça peut marcher. On a des objets intellectuels – ce qui suppose des petites réflexions didactiques –, on a des terrains – de toute façon on ne fera pas de l'histoire universelle – et puis on va prendre des exemples et on va essayer de combiner les deux et je ne sais pas si cela sera de la démographie, de l'économie, de l'anthropologie, de la géographie ou de l'histoire mais on aura des objets et des outils de réflexion. De ce fait, je me garde de toute cristallisation qui serait, à l'inverse, de ce genre de souhait.

**Question n°11.** À travers vos différents travaux et interventions, vous donnez une grande importance à la vulgarisation dans une perspective générale de ressaisie du savoir par les citoyens. Vous vous définissez d'ailleurs comme un intellectuel qui s'engage dans la vie de la cité. Quelle est ou devrait être pour vous la place des universitaires dans le débat public et démocratique ?

Je ne pense pas avoir une autorité particulière, ce ne sont pas des choses sur lesquelles j'ai le plus travaillé et écrit, plutôt que d'autres, plutôt moins d'ailleurs, je n'ai pas été un intellectuel si engagé que cela. Je suis membre de la ligue des droits de l'homme, j'ai des militantismes bien-sûr mais je ne suis pas élu par exemple, je ne l'ai jamais été, sauf en instance universitaire, mais pas en collectivité locale, alors que beaucoup de géographes ou d'historiens le sont, beaucoup de maires sont d'anciens enseignants d'histoire-géo. Je crois que n'importe quel enseignement est nécessairement civique, apprend à vivre en société. C'est vrai en biologie, en physique, c'est peut-être plus difficile à montrer en mathématiques mais je suis persuadé que ce n'est pas neutre du tout. Alors, quand on enseigne les sciences sociales, ce qui s'appelle aujourd'hui « le prof d'histoire-géo », la science sociale dirai-je d'ailleurs, quand on essaye d'initier aux fonctionnements des sociétés, de montrer que cela ne se résout pas par ce qu'on apprend en physique ou en biologie mais que cela nécessite un apprentissage particulier : on apprend à vivre, plus ou moins bien, ensemble et ça s'appelle une formation civique. À la limite, si, des longs titres de nos enseignants du secondaire, on ne retenait que « formation » ou « éducation du citoyen », ce serait suffisant. Il ne s'agit pas de finaliser, même si à la différence de beaucoup d'enseignants et de syndicalistes enseignants, je n'ai rien contre les apprentissages pratiques, je suis personnellement scandalisé qu'on soit aussi mal initié au droit en France. Et je pense que ça relève de la science sociale, parce que le droit c'est de la science sociale appliquée, c'est les règles du jeu de notre société : comment on fabrique la loi, quelles sont les lois ? C'est quelque chose qu'on devrait apprendre, les règles du jeu. Ce sont des choses sur lesquelles on est d'une ignorance absolument totale, auxquelles pourtant nos élèves se heurtent, le droit de la famille, le droit du travail par exemple. Ils y sont pour beaucoup d'entre eux confrontés, malheureusement souvent très jeunes.

Il y a une chose d'ailleurs dont on n'a pas parlé, parce que c'est une objection qui m'est souvent faite : « l'histoire et la géographie c'est concret, c'est accessible à des jeunes, l'anthropologie, l'économie, la sociologie c'est abstrait, on ne peut pas le faire tout de suite, il faut le faire pour des grands ». Pour moi c'est une absurdité totale, l'ancien prof d'école normale que j'étais, c'était il y a quarante ans, faisait des choses sur les structures de parenté avec les enfants, parce que s'il y a un fait social auquel on se heurte très jeune c'est de porter un nom, un patronyme, c'est qu'il y ait une parenté, d'avoir des relations de parents, de fratrie, de cousinage, et ce ne sont pas les mêmes pour les petits camarades dans la classe, c'est vraiment un truc auquel on se heurte, il ne s'agit pas de prendre parti bien sûr, mais de donner des outils intellectuels, de montrer la variété extraordinaire des structures de parenté. Même chose en économie, on peut faire des choses très simples, parce qu'un gosse il a trois sous, de l'argent de poche, il achète, il vend, il échange dans

la cour, on fait de l'économie. Ce sont des éléments essentiels. Je pense que quand on dit «l'histoire-géo c'est bon pour l'enseignement et pas les autres» c'est du corporatisme, on défend notre pré-carré, et on ne veut pas qu'il y ait un CAPES de sciences-sociales, dans lequel des économistes, des sociologues viendraient prendre des parts et que le pauvre historien n'aurait plus son seul débouché. Les géographes ne sont pas tellement concernés.

Il me semble que ce n'est pas simplement de transmettre du patrimoine, ce qui est très important, absolument essentiel, mais c'est aussi d'avoir tous les outils intellectuels, éventuellement pratiques. Par exemple, j'ai été d'une génération où les collègues se battaient contre l'apprentissage du code de la route, en disant « ce n'est pas notre métier », moi je suis personnellement scandalisé que ce diplôme essentiel pour énormément de gens qu'est le permis de conduire nécessite de passer par des entreprises privées extrêmement chères. Il y a bien sûr l'usage de la voiture. Mais le code devrait être au moins acquis à l'école : je ne comprends pas du tout pourquoi cela échappe à l'école - enfin si je vois bien, le marché que cela représente. Je trouve que ma corporation de prof d'histoire géo a œuvré contre une œuvre civique qui consistait à rendre gratuit l'acquisition du diplôme, comme on le fait pour le bac. L'engagement est d'abord un engagement pour l'utilité de ce qu'on fait et qui n'est pas simplement de transcrire de la recherche. J'ai eu beaucoup de discussions avec de jeunes certifiés qui disaient, passionnés par leur travail d'historien : « Je vais le transposer au lycée », c'est une excellente idée, ce sont des jeux, des réflexions intellectuelles mais n'oubliez pas que l'enseignement ce n'est pas fait pour ça, il ne s'agit pas de faire de l'enseignement de la recherche transposée en licence par votre professeur, transposée par vous en classe de troisième. C'est avoir des gens qui ne sont pas historiens mais qui sont citoyens et vous vous demandez de quoi ils ont besoin.